



JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Trimestriel - No 20
Juin - Juni - Giugno
2008

Tirage/Auflage/Tiratura:
140'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Vivisection autorisée en Suisse sur 100 oiseaux

Est-il possible que dans notre pays, dont on cite en exemple la « sévérité des lois » et « l'encadrement strict des expériences sur les animaux », on procède à des interventions chirurgicales sur des animaux à vif ?

Cette expérience, financée par le Fond national suisse de la recherche scientifique a bien été autorisée par l'Office vétérinaire cantonal de Soleure et l'Office vétérinaire fédéral. Elle a ensuite été pratiquée par un scientifique de l'Université de Lausanne, au mépris de toutes considérations éthiques.

Suite en page 2

Tierversuche sogar an Vögeln

Kann es sein, dass in unserem Land, das als Beispiel für «strenge Gesetze» und einem «engen Rahmen für Tierversuche» genannt wird, für eine Forschung von zweifelhaftem wissenschaftlichem Interesse chirurgische Eingriffe an unbetäubten Tieren vorgenommen werden?

Dieser vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung finanzierte Versuch wurde vom kantonalen Veterinäramt von Solothurn und dem Bundesamt für Veterinärwesen bewilligt. Entgegen aller ethischen Erwägungen wurde er von einem Forscher der Universität Lausanne durchgeführt.

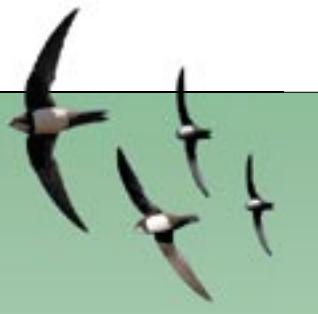
Fortsetzung auf Seite 12

Vivisezione autorizzata in Svizzera su 100 uccelli

È mai possibile che nel nostro paese, di cui si vanta l'esemplare «severità delle leggi» e «il severo inquadramento degli esperimenti sugli animali», si proceda ad interventi chirurgici nel vivo su animali, per una ricerca il cui interesse scientifico è più che dubbio?

Questo esperimento, finanziato dal Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica è stato autorizzato dall'Ufficio veterinario cantonale di Soletta e dall'Ufficio federale di veterinaria. È stato praticato da uno scienziato dell'Università di Losanna, nel più totale disprezzo di qualsiasi considerazione etica.

Segue a pag. 22



Edito

Chers Membres,
Chers amies et Chers amis de la Ligue,

Ce journal est principalement consacré aux expériences pratiquées sur des oiseaux à Soleure. Lorsque nous avions reçu en avril 2007 une copie de la plainte concernant ces expériences, jamais nous n'aurions pensé découvrir autant de négligences et d'incompétences accumulées en un seul dossier. En soulevant un problème, un autre apparaissait, puis un autre... L'entier du dossier Bize met en évidence des pratiques inacceptables et on peut espérer que leurs révélations publiques sera à même de provoquer une prise de conscience salutaire. En se plaignant continuellement de ces soi-disant «*contraintes légales*» qui les empêcheraient de travailler, on se rend bien compte que les milieux scientifiques se moquent de nous et qu'ils font en réalité ce qu'ils veulent.

Vous avez peut-être déjà pris connaissance de la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux, qui entrera en vigueur en septembre prochain. Celle-ci est à notre avis très décevante. Et en ce qui concerne la pratique de l'expérimentation animale en Suisse, il ne faudra pas compter sur ce texte pour imaginer que des expériences telles que celles pratiquées par le Dr Bize soient supprimées. Un compte-rendu de cette nouvelle ordonnance sera probablement publié dans le prochain journal.

Dans cette attente, nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

Le rapport de l'Assemblée générale qui a eu lieu le 12 avril dernier est publié en page 10, ainsi que la composition du nouveau comité élu pour la période de 2008 à 2011.



Nous avions parlé d'un projet de manifestation à Berne, regroupant la **LSCV**, l'**AGSTG** et l'**ATRA**. La date a été arrêtée au **samedi 27 septembre 2008**. Nous espérons vous accueillir nombreux à cette occasion. Une grande tente sera dressée, accueillant divers stands d'informations, de démonstrations de méthodes alternatives etc. Le programme final sera publié dans notre prochain journal qui paraîtra début septembre.

► Communiqué de presse

Vivisection autorisée en Suisse sur 100 oiseaux d'une espèce inscrite sur liste rouge

« L'expérimentation est très contrôlée en Suisse. Seules des expériences essentielles pour la compréhension des maladies humaines ou qui apportent d'importantes nouvelles connaissances fondamentales sont autorisées par les autorités. De plus, des commissions cantonales indépendantes contrôlent également le bien-fondé des demandes et l'exécution des expériences ».

Il s'agit généralement du discours tenu dans notre pays par nos autorités et par les milieux scientifiques, pour rassurer l'opinion publique sur la pratique de l'expérimentation animale.

Dans le dossier publié ci-dessous, on peut prendre connaissance d'une série d'expériences faites par un scientifique sur des oiseaux en milieu sauvage, autorisée après des procédures administratives cantonales et fédérales bâclées et exécutées sans le moindre contrôle des autorités, malgré la mort constatée d'animaux. On peut relever, entre autre :

- **accord des autorités cantonales pour pratiquer des incisions à vif** (sans anesthésie locale ni administration d'analgésique) sur des oisillons, à la seule raison que le scientifique l'avait « *déjà fait sur Vaud sans constater de douleur particulière* » ;

- **autorisation délivrée à un scientifique n'ayant pas la formation requise pour diriger des expérimentations animales** ;

- **accord des autorités cantonales pour pratiquer ces expériences sur des martinets à ventre blanc (*apus melba*), espèce strictement protégée**, inscrite à l'annexe 2 de la Convention de Berne ;

- **sous-évaluation par les autorités cantonales et fédérales du degré de gravité de ces expériences** ;

- **demande d'expérimentation animale volontairement soustraite, par l'autorité cantonale, à l'étude et au préavis d'une commission cantonale**, malgré la procédure prescrite par la législation ;



- **expérience financée par le Fond national suisse de la recherche scientifique (FNS)**, au mépris des règles et directives éthiques qu'il déclare pourtant « *obligatoires* » pour tous les chercheurs touchant un subside de sa part.

Une fois la mort des oiseaux constatée, suite aux expériences pratiquées sur eux :

- **aucune investigation de la part de l'autorité cantonale pour établir les causes de la mort des oiseaux** ;

- **aucune remise en question des explications du scientifique qui le déchargeant de toute responsabilité dans la mort des oiseaux** ;

- **aucune intervention des autorités cantonales pour interrompre ces expériences, malgré la mortalité constatée** !

IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale.

Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles.

Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

PAO et maquette : LSCV **Impression** : Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction** : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Adresse** : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres** : Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : **Permanence en français** : du lundi au vendredi.

Permanence en allemand : lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien** : mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

Rappel des faits

Deux jeunes martinets bagués et portant des blessures laissant penser à une intervention chirurgicale, sont trouvés, en juillet 2006, sur la voie publique en ville de Soleure. Recueillis pour être soignés, les oisillons meurent quelques jours plus tard.

La vétérinaire Christiane Haupt, Présidente de l'association allemande des martinets et Clarice Allemann, de la station ornithologique d'Oeschenbach (BE), interrogent les autorités soleuroises sur les interventions subies par ces oiseaux ou les expériences pratiquées sur eux. N'obtenant aucune explication satisfaisante, le Dr Christiane Haupt écrit au Gouvernement de Soleure le **12 mars 2007** (extrait) :

« Expérimentations cruelles sur des animaux causant la mort d'un nombre inconnu de martinets à ventre blanc (*Apus melba*) dans les nichées des colonies de Soleure et Bienne. »

Le 26 et le 28 juillet 2006, deux jeunes martinets âgés d'environ 35 jours, n'étant pas encore capables de voler ont été trouvés à Soleure. Chaque oiseau portait une bague de la Station Ornithologique de Sempach avec les n° F-52896 et F-52881. Emmenés chez deux vétérinaires, ils ont ensuite été confiés à Mme Clarice Allemann qui est notre partenaire pour toutes les questions concernant les martinets noirs ou les martinets à ventre blanc.

Sur chaque oiseau, il y avait des blessures en forme de coupure nette, non suturée sous les aisselles. Les deux oiseaux étaient dans un état de panique et ont démontré un état général très affecté. Le premier oisillon est mort le 30 juillet et le second le 2 août, après que leur état se soit considérablement aggravé.

L'oiseau n° F-52881 décongelé a été autopsié le 21 février 2007 au laboratoire d'Etat de Hessen à Giessen (D). Dans le flanc gauche de l'oiseau, il a été trouvé un cachet contenant un corticostéroïde, mesurant 5X5X2mm. Ce cachet est conservé au laboratoire. Il est à disposition pour des analyses pharmaceutiques.

Il existe des soupçons fondés permettant de croire que cette expérience est contraire à la loi sur la protection des animaux et qu'elle ne présente aucun intérêt d'un point de vue médical ou pharmaceutique. Il est aussi dans l'intérêt général de savoir si le Dr Bize est en mesure de justifier la nécessité de ses expériences. Les explications contradictoires des vétérinaires cantonaux donnent au contraire l'impression que le Dr Bize a agit sans autorisation. Etant donné qu'il bénéficie actuellement d'un accès totalement libre à

deux colonies de martinets à ventre blanc dans la région de Soleure et de Bienne, il se peut qu'il recommence ses expériences.

Le Dr Bize fait des expériences avec le martinet à ventre blanc depuis des années. En lisant ses publications sur ses expériences, par exemple celle sur la faim pratiquées sur des oisillons âgés de 20 jours, ou celles concernant la mortalité chez les oiseaux qui ont été infectés avec des parasites (2005), il apparaît comme capital de contrôler les activités du Dr Bize.

J'ai donné des soins vétérinaires à d'innombrables oiseaux sauvages, notamment à environ 4000 martinets noirs. Je connais donc l'anatomie et la biologie de ces oiseaux. Mais jamais, je n'avais vu d'expériences aussi absurdes et irresponsables que celles pratiquées par le Dr Bize ».

Au courrier du Dr Haupt, était annexé une copie du rapport de l'autopsie, indiquant une « *blessure nette d'une longueur d'environ 5mm et d'une largeur d'environ 1 à 2 mm, de haut en bas, de chaque côté de la poitrine, côté gauche sous derme se trouvant un objet de 5mm de diamètre et 2mm d'épaisseur ressemblant à un cachet, de consistance dure mais friable* ».

Le laboratoire estimait la mort de l'animal due à une « *pneumonie purulente côté gauche suite à une infection mycosique, s'agissant probablement d'une aspergillose. L'infection a pu prendre racine par voie aérienne ou suite à la blessure du côté gauche* ».

La presse soleuroise fait écho de ces expériences

Devant le mutisme des autorités, Mme Allemann avise la presse. Le Solothurner

Zeitung publie un article le 20 avril 2007 dans lequel on apprend que des expériences sur des jeunes martinets ont bien été autorisées par l'OVC de Soleure. Celles-ci consistaient à planter sous la peau des oisillons un comprimé de corticostérone, une hormone provoquant un état de stress chez l'animal. Les martinets étant naturellement infestés de parasites, l'expérience consistait à savoir si le stress favorisait une augmentation du parasitage de l'animal en raison d'un affaiblissement de ses défenses immunitaires.

*Interrogé par la journaliste, l'OVC justifie ces expériences : « *Le but de ces expériences était de connaître les effets du stress sur le développement des oiseaux. Cette expérimentation était donc justifiée et ne présentait rien d'exceptionnel. Et d'un point de vue médical, cette intervention n'était pas très contraignante* ».*

L'OVC fait également mine d'être content d'avoir reçu la dénonciation de Mme Allemann : « *Nous examinerons les futures demandes du Dr Bize plus en détail* » annonce-t-il, rappelant que les demandes avaient toujours été vérifiées sur leurs nécessité et « *autorisées avec beaucoup de réserve* ».

Quant au Dr Bize, le scientifique responsable des expériences, il justifie l'intérêt de ses recherches et se défend de toute responsabilité dans la mort de ces oiseaux. Selon lui, la mort des animaux n'est pas due aux interventions chirurgicales mais à la dose trop élevée de corticostérone dans les cachets, « *contrairement aux indications du fabricant* ».

La LSCV prend connaissance des expériences du Dr Bize

Le 12 avril 2007 Mme Allemann nous envoie un dossier concernant les expériences du Dr Bize. Nous prenons contact le **24 avril** avec le collaborateur de l'OVC qui a autorisé ces expériences. Il minimise l'intérêt de la plainte de Mme Allemann mais refuse de nous fournir plus d'explications en raison de la plainte déposée. Sachant que ce canton ne dispose pas d'une commission cantonale ayant pu prendre connaissance de l'expérience autorisée par l'OVC, nous contactons les cantons voisins. Tous nous assurent n'avoir jamais étudié de demande du Dr Bize décrivant des interventions chirurgicales. Il semble clair que l'OVC a pris seul la décision d'autoriser cette expérience, ceci en violation de la Loi sur la protection des animaux, qui l'oblige à soumettre une demande d'expérimentation animale à une commission cantonale indépendante de son autorité. Nous écrivons le **25 mai 2007** à l'OVC pour lui demander formellement des informations concernant les procédures administratives suivies et l'intérêt scientifique des expériences autorisées.

Le 12 juin 2007, l'OVC répond à notre courrier pour nous dire qu'il ne peut rien dire ! Un courrier envoyé le **20 juin 2007** à l'OVF nous vaudra une réponse similaire en **septembre 2007**. Ainsi, plus d'une année après les expériences du Dr Bize, l'administration n'a toujours pas la volonté de fournir la moindre explication pouvant soit justifier l'autorisation d'expérimentation animale délivrée au Dr Bize, soit garantir que la procédure administrative est conforme à la législation en vigueur.

Après la volonté manifeste de l'administration de faire traîner ce dossier pour mieux l'enterrer, c'est au tour du Parquet de Soleure de refuser à Mme Allemann le statut de plaignante. Heureusement, une juge nouvellement nommée reprendra ce dossier. Nous mandatons alors un avocat en **novembre 2007** pour maintenir la pression au niveau des autorités et nous assurer que la plainte de Mme Allemann ne sera pas classée sans suite.

CHRONOLOGIE

2006

09.05.2006 : Transmission par le Dr Bize à l'Office vétérinaire cantonal de Soleure (OVC) d'une demande complémentaire d'expérimentation animale, pour inciser ou planter des comprimés de corticostérone à une centaine de jeunes oiseaux.

Les interventions sur ces « martinets à ventre blanc (*apus melba*) » se dérouleront sans anesthésie ni administration d'anti-douleur, le Dr Bize se contentant d'annoncer : « *des observations préliminaires montrent qu'il n'y a pas de réaction à la douleur lors de la pose d'un implant de corticostérone et donc une anesthésie n'est pas nécessaire pour cette procédure* ».

04.07.2006 : L'OVC accorde son autorisation à ces expériences, en gradation 1 (contrainte « légère » pour l'animal), malgré l'absence d'anesthésie locale ou d'administration d'un anti-douleur aux oiseaux. La seule charge émise à l'attention du Dr Bize consiste à lui faire suivre « *dans les six mois qui suivent la délivrance de l'autorisation* » la formation complémentaire (Ordonnance du 12 octobre 1998) lui permettant d'être « responsable » d'une expérience.

06.07.2006 : L'Office vétérinaire fédéral (OVF) confirme par fax à l'OVC qu'elle renonce à recourir contre l'autorisation cantonale. Le Dr Bize peut commencer tout de suite ses expériences.

Mi-juillet 2006 : Début des interventions chirurgicales sur les jeunes martinets par le Dr Bize.

26.07.2006 : Un premier martinet trouvé blessé est emmené chez un vétérinaire. Un deuxième oiseau est recueilli deux jours plus tard. Les deux oiseaux sont « *dans un état de panique* » et « *démontrent un état général très affecté* ». Ils sont emmenés pour des soins chez Clarice Allemand de la station ornithologique (Vogelstation) d'Oeschenbach (BE). Le premier oisillon est mort le 30 juillet, le second le 2 août.

12.12.2006 : Cinq mois (!) après ses interventions chirurgicales déjà pratiquées sur 36 oiseaux, le Dr Bize effectue les 12 et 14 décembre à Zurich la formation (LTK Module 2) exigée par l'OVC.

2007

30.01.2007 : Autorisation de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) permettant au Dr Bize, de capturer au nid et de baguer des chouettes hulottes et des martinets à ventre blanc jusqu'au 15 février 2008, dans les cantons d'Argovie, Berne, Fribourg, Soleure et Vaud.

10.02.2007 : Transmission du formulaire C (rapport intermédiaire annuel) à l'OVC par le Dr Bize qui fait état de 4 oiseaux morts sur les 36 opérés. Il suppose que le laboratoire américain « Innovative Research of America » lui a fourni « *des implants sur-dosés* », responsables de la mort des oiseaux. Il annonce vouloir reconduire ses expériences pendant l'été 2007 « *sur un nombre d'oisillons moins important. (...) Je contacterais le service vétérinaire avant de procéder aux premières implantations en 2007 pour que vos services puissent agréer mes méthodes* ».

12.03.2007 : Dr Christiane Haupt, Présidente de l'association allemande pour les martinets (Deutsche Gesellschaft für Mauersegler e.V.), écrit au gouvernement de Soleure. Le courrier fait état d'expériences du Dr Bize sur des martinets qui ont provoqué la mort d'oiseaux. Également joints au courrier : des photos des oiseaux morts ainsi qu'une copie du rapport de l'autopsie pratiquée le 21.02.2007 par le laboratoire d'Etat de Hessen (D) sur un martinet mort. Le rapport mentionne la présence d'une blessure due à l'implantation d'un comprimé et attribue la mort de l'animal à une « *pneumonie purulente côté gauche suite à une infection mycosique, s'agissant probablement d'une aspergillose. L'infection a pu prendre racine par voie aérienne ou suite à la blessure du côté gauche* ».

23.03.2007 : Mme Allemand porte plainte contre le Dr Bize auprès du parquet de Soleure pour les motifs de cruauté envers des animaux et des expériences absurdes et inutiles. De plus, elle consigne par écrit : « *Si une autorisation pour les expériences a été accordée, et qu'elle stipule l'utilité, le but et la manière de procéder et qu'elle est absolument conforme à ce qui a été pratiqué, la présente plainte se dirige également contre l'autorité en question* ».

27.03.2007 : Courrier de Mme Allemand à l'OVC. Elle lui transmet le rapport d'autopsie du laboratoire d'Etat de Hessen et s'interroge sur la légalité des expériences du Dr Bize et la raison pour laquelle l'OVC a interdit aux vétérinaires de lui confier des oiseaux blessés.

12.04.2007 : La LSCV reçoit la plainte de Mme Allemand contre les expériences du Dr Bize et la copie de ses échanges de courriers infructueux avec l'OVC.

24.04.2007 : La LSCV prend contact avec l'OVC pour obtenir des informations sur les expériences dénoncées. L'OVC minimise les accusations de Mme Allemand et nous envoie un article paru le 20.04.2007 dans le journal « *Solothurner Zeitung* ». L'article

rapporte les accusations de Mme Allemand, qui sont contestées par l'OVC, le Dr Bize et la station ornithologique de Sempach.

24.04.2007 : Enregistrement du formulaire C du Dr Bize par l'OVC. Le formulaire est certifié conforme et transmis à l'OVF le même jour. Les expériences sont classées en gradation 2, malgré la mort déclarée de 4 oiseaux sur les 36 opérés.

30.04.2007 : Après lecture du dossier, de l'article du Solothurner Zeitung, et quelques recherches, nous reprenons contact avec l'OVC qui nous renvoie au porte-parole du gouvernement de Soleure. À l'écoute des réponses évasives ou peu crédibles qui nous sont données, nous avons des doutes sur la légalité de la procédure d'autorisation ayant permis au Dr Bize d'effectuer ses expérimentations animales.

25.05.2007 : Envoi de la LSCV d'un courrier à l'OVC, dans lequel nous demandons notamment des précisions sur les expériences pratiquées par le Dr Bize et la confirmation du respect des procédures d'autorisations légales par l'OVC.

12.06.2007 : Réception par la LSCV des réponses lacunaires de l'OVC à notre courrier du 25.05.2007. Il devient clair que l'autorisation accordée par l'OVC n'est pas conforme à la Loi sur la protection des animaux (LPA), notamment l'art.18 qui oblige l'OVC à soumettre les demandes d'expérimentations animales au préavis d'une commission cantonale pour les expériences sur les animaux, indépendante de l'autorité.

13.06.2007 : E-mail de Mme Allemand à la LSCV, s'inquiétant que la police cantonale de Soleure n'a pas encore traité sa plainte. « *Mme Haupt a essayé à plusieurs reprises de contacter le parquet de Soleure, pour connaître la suite de la plainte, sans succès. Il semble que nous nous heurtons à un mur.* »

13.06.2007 : Audition de l'OVC par la police Soleuroise au sujet des expériences du Dr Bize.

20.06.2007 : Courrier de la LSCV à l'OVF, dans lequel nous demandons des informations sur l'autorisation (d'expérimentation animale) délivrée au Dr Bize par l'OVC. Nous demandons également si les expériences du Dr Bize sont contrôlées par l'autorité ou une commission cantonale.

17.08.2007 : Audition du Dr Bize par la police d'Yverdon-les-Bains suite à une commission rogatoire inter-cantonale demandée par les autorités soleuroises.

25.09.2007 : Réponse de l'OVF à notre courrier. L'OVF se décharge de toute responsabilité et refuse de répondre à la plupart de nos questions.

24.10.2007 : Appel de Mme Allemann à la LSCV. Le parquet de Soleure lui refuse l'accès au dossier et conteste qu'elle ait déposé une plainte. Rappel de Mme Allemann la même journée : le dossier est transmis à une nouvelle juge du parquet de Soleure.

21.11.2007 : Nous mandatons un avocat soleurois pour suivre le dossier et s'assurer qu'il ne finisse pas dans un tiroir. Par procuration, notre avocat représente également Mme Allemann et le Dr Haupt dans l'enquête pénale.

31.12.2007 : Demande de renseignements de la LSCV auprès du Fond national suisse de la recherche scientifique (FNS), concernant son financement octroyé au Dr Bize pour ses expériences.

2008

11.01.2008 : Le FNS confirme le montant de CHF 61'000.--, accordé pour la période du 01.09.2005 au 31.08.2007 par le conseil national de la recherche, au Dr Bize pour ses expériences sur les martinets.

31.01.2008 : Suite à un entretien avec l'OVC, notre avocat reçoit la confirmation orale que les autorisations en cours du Dr Bize auraient été suspendues, et que d'autres expériences sur les martinets à ventre blanc ne seront pas accordées.

01.02.2008 : Notre avocat nous annonce qu'une enquête pénale a été ouverte contre le Dr Bize et d'éventuels co-auteurs pour cruauté envers les animaux par négligence, dont une décision concernant la mise en accusation est attendue prochainement.

06.02.2008 : L'OVC écrit à notre avocat qu'aucune expérience n'a été faite par le Dr Bize en 2007. « Les comptes rendus des expériences de M. Bize en 2006 nous auraient, même sans l'intervention de Mme Allemann fin 2006, amené à ne pas laisser M. Bize reconduire ses recherches sans demande complémentaire » précise l'OVC. Ceci est en contradiction avec le formulaire où le Dr Bize écrit le 10.02.2007 à l'OVC : « Pendant l'été 2007 je vais reconduire cette expérience sur un nombre d'oisillons moins important (6-8 oisillons dans chaque groupe). Je contacterai le service vétérinaire avant de procéder aux premières implantations en 2007 pour que vos services puissent agréer mes méthodes ».

Ainsi, et contrairement aux dires de l'OVC, il n'était ni prévu ni même envisagé d'interdire la poursuite des expériences du Dr Bize, même lorsque la mortalité des oiseaux était connue et rendue publique. En analysant les rapports d'audition établis par la police, les rapports du Dr Bize ou de l'OVC, nous prenons conscience qu'aucun contrôle des expériences n'a été fait, aucune investigation pour établir les causes de mortalité n'a été mise en œuvre par l'OVC, qui s'est contenté des explications peu crédibles du scientifique.

Mai 2008 : Le Parquet de Soleure poursuit son instruction et nous sommes toujours en attente de sa décision.

Des expériences vraiment utiles ?

Les martinets à ventre blanc sont, comme la plupart des animaux sauvages, porteurs de parasites. Dans le cas des martinets, le parasitage est principalement dû à une mouche. Pour justifier son expérience, qui visait à implanter à vif des comprimés de corticostérone (hormone du stress) sous la peau de quelques dizaines de jeunes oiseaux, le Dr Bize écrivait le 9 mai 2006 à l'Office vétérinaire cantonal ceci :

« *Le martinet est naturellement fortement infesté par une mouche piqueuse-suceuse de sang de la famille des hippoboscidés. Des études précédentes ont montré que cet ectoparasite modifie la croissance (J Anim Ecol 2003) et la survie (Funct Ecol 2005) des jeunes martinets ainsi que la reproduction des adultes (J Anim Ecol 2004). Je désire étudier l'effet du stress sur la réponse immunitaire des jeunes et sur leur capacité à résister aux parasites. Des études médicales ont démontré que le stress affaiblit la réponse immunitaire et, par conséquent, augmente la susceptibilité aux maladies et aux parasites.* »

Comme le Dr Bize le mentionne, et comme nous le confirmons, quantité d'expériences et d'études scientifiques ont déjà démontré que « *le stress affaiblit la réponse immunitaire* ». Ce constat n'a pas seulement été établi sur les oiseaux, mais sur la plupart des vertébrés étudiés. De ce fait, lorsque le Dr Bize annonce :

« *Nous prédisons que les jeunes implantés avec la corticostérone auront une croissance réduite, une plus faible réponse immunitaire et, par conséquent, une plus forte charge parasitaire que les jeunes « placebos »* », on se demande vraiment comment il a fait, avec une hypothèse scientifique qui tombe sous le sens, pour obtenir le financement de ses expériences auprès du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Y a-t-il un intérêt capital à connaître précisément l'impact du stress sur le développement des martinets ?

S'agissant d'un animal sauvage, qui plus est strictement protégé, en quoi cette étude pourrait-elle « *fournir des*

informations importantes pour la biologie de la conservation de la nature » ?

S'agit-il de prévoir une grande campagne d'anti-parasitage pour tous les martinets nichant ou survolant la Suisse ? Un objectif scientifique aussi peu pertinent justifie-t-il que l'on opère des animaux à vif, sans la moindre anesthésie et administration d'analgésique ?

Faut-il s'attendre à voir prochainement des biologistes refaire ces mêmes expériences sur des pigeons, des merles, des mésanges, des moineaux, à la seule raison que cela n'a pas encore été fait ?

Pour finir, en consultant la publication de ses expériences (Am Nat. 2008 Jan;171(1):107-18), on lit que le Dr. Bize s'est finalement rendu compte que les parasites ont évité les oiseaux en mauvaise conditions ! La réponse immunitaire affaiblie n'a pas augmenté la susceptibilité aux parasites, puisque ces derniers ont choisi des oisillons dont les conditions leur ont permis de prélever des ressources sanguines adéquates ! ■

La science a-t-elle vraiment pour vocation d'être le déclencheur d'expériences complètement inutiles ?



Erreurs, mensonges ou omissions

Il est aisé de raconter n'importe quoi lorsque l'on sait que les documents pouvant contredire ses affirmations ne risquent pas d'être rendu public. Sans avoir eu accès à plusieurs documents confidentiels, les erreurs, mensonges ou omissions volontaires des autorités cantonales et fédérales seraient rest e  méconnues.

La liste des manquements attribués aux autorités est consternante. On relèvera :

Office vétérinaire cantonal

1. Accord pour pratiquer des incisions   vif (sans anesthésie locale ni administration d'analgésique) sur des oisillons pour leurs implanter sous la peau des implants de corticostérone

Dans l'article du Solothurner Zeitung paru le 20 avril 2007, concernant les expériences du Dr Bize ayant entraîné la mort des oiseaux, l'OVC déclare :

« Le but de cette expérience était de connaître les effets sur le développement des oiseaux suite au stress subi ». Cette expérience était donc justifiée et ne présentait rien d'exceptionnel. « Des exp riemtations similaires avaient été faites sur d'autres espèces d'oiseaux. D'un point de vue médical, cette intervention n'était pas très contraignante ».

Une expérience visant à inciser   vif un animal sans anesthésie s'appelle de la vivisection. Cette pratique est au contraire exceptionnelle en Suisse, l'anesthésie des animaux étant -presque- une obligation légale (art.11 LPA) difficilement  vit ble dans le cadre d'interventions chirurgicales (art.16 LPA, al.2). Pas   Soleure apparemment, puisque pour obtenir l'autorisation d'opérer des animaux à vif, il a suffi au Dr Bize d'annoncer à l'OVC : *« des observations préliminaires montrent qu'il n'y a pas de réaction à la douleur lors de la pose d'un implant de corticostérone et donc une anesthésie n'est pas nécessaire pour cette procédure ».*

Dans le même article, en réponse à la plainte déposée contre le Dr Bize, la vétérinaire cantonale soleuroise déclare ensuite :

« Nous examinerons les futures demandes plus en détail ». Elle pense pourtant que jusqu'à

présent, les demandes ont toujours été vérifiées sur leur nécessité. *« Les autorisations ont été données avec beaucoup de réserve ».*

Les documents consultables dans la chronologie démontrent au contraire qu'aucune réserve n'a jamais été  m ise à l'encontre des expériences du Dr Bize.

2. Autorisation délivrée à un scientifique qui n'a pas la formation requise pour diriger des exp riemtations animales

Pour être responsable d'une expérience, il faut que la formation du scientifique réponde à l'art. 59d de l'OPA. Si parfois il arrive que des cantons autorisent un scientifique à pratiquer une expérience alors qu'il n'a pas la formation requise, cela se fait à la condition qu'il soit supervisé par un scientifique dont la formation réponds aux exigences légales. Dans un laboratoire, il est assez simple de s'assurer qu'un exp riementateur est bien encadré.

Pour quelles raisons l'OVC a-t-il autorisé le Dr Bize à commencer ses expériences avant d'avoir la formation requise par la l'OPA ? C'est un mystère. Mais le fait qu'il ait été autorisé à intervenir seul, en pleine nature, sans le moindre contrôle, est tout simplement incroyable. L'OVC s'est-il au moins assuré que le Dr Bize avait les compétences pour opérer des animaux, par exemple en contrôlant ses premiers interventions ? Non. Il apparaît qu'aucun collaborateur de l'OVC n'a jugé utile de sortir de son bureau pour assister à la moindre expérience faites sur ces oiseaux. Et que penser de la décision de l'OVC permettant au Dr Bize de suivre la formation requise 5 mois après ses expériences, alors qu'il avait déjà opéré 36 oiseaux ?

3. Sous-évaluation du degré de gravit  des expériences du Dr Bize

Comment l'OVC a-t-il pu évaluer une expérience, qui consiste à inciser   vif une centaine d'animaux en « gradation 1 » ? Cette gradation ne comprends pourtant que des « *Interventions et manipulations qui occasionnent aux animaux une contrainte légère et de courte durée* ». Les expériences étant graduées de 0 à 3 (grade 3 comprenant les expériences pouvant entraîner la mort de l'animal), l'OVC a-t-il volontairement sous-évalué cette expérience pour s'éviter une étude trop contraignante du dossier ? Il est connu que pour faire face à la quantit  de demandes d'exp riemtations animales déposées en Suisse, la plupart des autorités cantonales n'étudient pas vraiment les demandes en gradation 1, mais concentrent plutôt leurs ressources sur les demandes en gradations 2 ou 3, plus douloureuses pour l'animal et surtout moins nombreuses. Quoi qu'il en soit, en classant la demande du Dr Bize en gradation 1, l'OVC a contribué au fait que visiblement personne à l'OVF n'ait sérieusement contrôlé la validit  de son autorisation.

Mais le plus choquant reste que suite à la remise de son rapport C à l'OVC le 10 février 2007 dans lequel le Dr Bize annonce la mort d'animaux suite à ses opérations, l'OVC continue de sous-évaluer ces expériences en les classant en gradation 2, avant de transmettre ce rapport à l'OVF.

4. Demande d'exp riemtation animale volontairement soustraite à l'étude et au préavis d'une commission cantonale

Chaque canton autorisant des expériences sur les animaux doit créer une commission indépendante de l'autorit  cantonale, à laquelle doit être soumis, pour préavis, toute nouvelle demande ou demandes complémentaires d'exp riemtations animales. Il ne s'agit pas d'une mesure «   bien plaisir » mais d'une obligation légale



volontaires des autorités

mentionnée à l'art.18 de la LPA et l'art.62 de l'OPA.

Le fait que l'OVC aie volontairement soustraite cette demande à l'étude d'une commission indépendante est inacceptable, car il ne s'agit pas d'une erreur administrative due à l'incompétence de cet Office, mais bien d'un action délibérée. Il est d'ailleurs assez navrant que l'OVC n'ait jamais eu le courage de le reconnaître et même tenté de le nier à plusieurs reprises.

5. Absence d'investigation pour établir les causes de la mort des oiseaux

Deux martinets trouvés blessés le 26 et 28 juillet 2006 ont été transporté dans une station de soins pour oiseaux où ils sont mort quelques jours plus tard. L'OVC est avisé, mais ne mène aucune investigation ni ne demande à voir les cadavres. C'est la station de soins elle-même qui décide d'envoyer 7 mois plus tard un des cadavres congelé en Allemagne pour y être autopsié. Celle-ci révèlera la présence d'un « corps étranger » (l'implant de corticostérone), mais attribue la mort de l'animal suite à une infection pouvant être attribuée à l'opération. Le Dr Bize prétend, quand à lui, que la mort des animaux est due au surdosage des implants de corticostérone.

L'OVC demande-t-il à récupérer le « corps étranger » dont on lui dit qu'il est « conservé au laboratoire » et « à disposition pour des analyses pharmaceutiques » ? Non.

L'OVC demande-t-il à récupérer les analyses sanguine (mettant en évidence un taux élevé de corticostérone) que le Dr Bize prétends avoir fait analyser par la station ornithologique de Sempach ? Non.

Une fois l'OVC prévenu que des oiseaux ont été trouvés blessés sur la voie publique, se rends-il sur les lieux de l'expérience pour se rendre compte si d'autres oiseaux sont dans le même état ? Non.

Dans notre courrier adressé à l'OVC le 25 mai 2007, nous nous étonnions qu'il ait interdit aux vétérinaires praticiens de recueillir et soigner les martinets blessés. Nous rappelions notamment :

« Recueillir et soigner ces animaux ne relève pas seulement de la protection des animaux, mais présente également l'intérêt de pouvoir scientifiquement évaluer l'impact des expériences du Dr Bize sur les animaux. Nous savons pertinemment que les effets attendus sur les animaux décrits par les scientifiques ne correspondent pas toujours à la réalité. Parfois par méconnaissance, mais aussi par omission volontaire dans le but de faciliter l'octroi d'une autorisation. Dès lors, évaluer le réel effet des manipulations sur les animaux en cours d'expérience peut permettre à l'autorité cantonale d'intervenir dans les meilleurs délais, en émettant des charges supplémentaires, voire en exigeant l'interruption de l'expérience. »

Force est de constater qu'aucun contrôle d'expérience n'a été effectué par l'autorité cantonale. Pourtant, non seulement celui-ci est prescrit par la loi, mais il aurait également été aisément à mettre sur pied par l'administration : lorsque l'on opère à vif des oiseaux au nids, incapable de voler, et qu'en plus ceux-ci sont bagués, il est assez simple d'établir un comptage des oiseaux quelques jours après les interventions chirurgicales. Afin de s'assurer de l'absence de mortalité bien sûr, mais surtout pour constater si les opérations effectuées sont réellement sans effet négatif pour les animaux. De ce fait, en raison de l'absence de contrôle de l'autorité, il est impossible de s'assurer que la déclaration faisant état par le Dr Bize de 4 animaux morts (deux trouvés sur la voie publique, deux décédés dans les nids) soit correcte. D'autres animaux morts auraient facilement pu être éliminés.

6. Aucune intervention pour interrompre ces expériences malgré la mortalité constatée!

Dans l'article du Solothurner Zeitung du 20 avril 2007, on pouvait lire :



« L'été prochain, aucun martinet ne subira d'expérimentations. Selon la vétérinaire cantonale, aucune autorisation n'a été donnée. »

L'OVC a également confirmé par écrit à notre avocat le 6 février 2008 :

« C'est avec plaisir que je vous confirme que depuis 2006 AUCUNE expérience n'a eu lieu sur des martinets à Soleure. Aucune expérience n'a été suspendue car il n'y avait, soit pas d'autorisation, soit pas d'autres expériences en cours. Les comptes-rendus des expériences de M. Bize en 2006 nous auraient, même sans l'intervention de Mme Alleman fin 2006, amené à ne pas laisser M. Bize reconduire ses recherches sans demande complémentaire. »

Le problème, c'est que plusieurs documents contredisent les déclarations de l'OVC :

La demande d'expérimentation animale du Dr Bize, transmise à l'OVC le 9 mai 2006, indique l'utilisation de 50 couples (100 oiseaux) durant 2 années. Le point 5.1 de la demande est assez explicite : « Au sein d'un nid, un jeune recevra un implant de corticostérone alors que l'autre jeune recevra un implant de placebo. Il est prévu d'effectuer cette étude sur environ 25 nichées/année ». L'autorisation délivrée par l'OVC précise également que l'étude peut être menée jusqu'en juillet 2008.

Le Dr Bize ayant déclaré l'utilisation de 36 (18 couples) en 2006, il était donc encore en possession d'une autorisation lui permettant d'opérer 64 oiseaux (32 couples) en 2007 et 2008.

Ainsi, comment l'OVC peut-il prétendre qu'*« aucune expérience n'a été suspendue car il n'y avait, soit pas d'autorisation, soit pas d'autres expériences en cours »* ?

De plus, lorsque le Dr Bize transmet son rapport C le 10 février 2007 à l'OVC, il écrit : « Pendant l'été 2007 je vais reconduire cette expérience sur un nombre d'oisillons moins important (6-8 oisillons dans chaque groupe) (...). En accord avec nos e-mails précédents, je contactera le service vétérinaire avant de procéder aux premières implantations en 2007 pour que vos services puissent agréer mes méthodes. »

L'article du Solothurner Zeitung du 20 avril 2007 écrit également :

« Pour lui (n.d.l.r. le Dr Bize), il est clair qu'il va abandonner de telles expériences. »

Ce qui est clair, c'est qu'au mois d'avril 2007, 9 mois après les premières expériences, aucune mesure n'a encore été prise par l'OVC pour suspendre l'autorisation octroyée au Dr Bize. Et contrairement à ce que l'OVC annonce, c'est bien le dépôt de plainte et la pression maintenue sur ce dossier qui a permis l'interruption « naturelle » de

cette expérience. Car selon nos informations, à ce jour, aucune interdiction formelle de pratiquer des nouvelles interventions chirurgicales sur des animaux n'a encore été adressée au Dr Bize par l'OVF.

Office vétérinaire fédéral

1. Absence d'intervention à l'encontre de la gradation sous-évaluée des expériences

Pour quelle raison l'OVF n'est-il pas intervenu à l'encontre du canton de Soleure pour re-évaluer la gradation des expériences, et imposer un contrôle strict de celles-ci ? L'autorisation a été délivrée par Soleure le 4 juillet 2006 ; ainsi, elle a du parvenir le 5 ou 6 juillet à l'OVF. Le fait que le 6 juillet déjà, l'OVF répondait par fax à l'OVC qu'il ne comptait pas faire recours contre l'autorisation délivrée semble indiquer que l'OVF a traité la demande du Dr Bize à la va-vite, sans en prendre réellement connaissance.

2. Absence d'intervention à l'encontre du canton de Soleure qui n'a pris aucune mesure pour interrompre les expériences malgré le décès de plusieurs animaux

Dans cette affaire, l'OVF tente de se décharger de toute responsabilité au prétexte que ce sont les cantons qui sont tenus de contrôler la pratique de l'expérimentation animale se déroulant sur leur territoire. On lui rappellera alors l'art.35 de la LPA qui indique : « *L'OVF exerce la haute surveillance de la Confédération sur l'exécution de la Loi sur la protection des animaux dans les cantons* ».

Et l'art.70 de l'OPA qui stipule : « *L'OVF veille à ce que les cantons appliquent la LPA et l'OPA de manière uniforme* ». De ce fait, lorsqu'un canton ne respecte pas la Loi, fait preuve de mauvaise volonté ou de négligence dans l'application de celle-ci, il est du devoir de l'OVF d'intervenir, comme le prévoit par la Loi.

Et si l'OVF fait à son tour preuve de mauvaise volonté ou de négligence dans l'application de la Loi, sa responsabilité est engagée.

Lorsque l'on sait que c'est l'OVF qui est à l'origine de la création, modifications et ajouts de la Loi et l'ordonnance sur la protection des animaux, on peut sérieusement se poser des questions sur la réelle volonté de faire appliquer dans les faits la législation en vigueur.



Le dossier complet, y compris la mise en ligne des documents officiels, sont consultables sur notre site Internet à l'adresse www.lscv.ch/pages/experimentation_animale/bize/communique.html

► Le Fond national suisse de la recherche scientifique (FNS)

Sans argent, pas d'expérimentation

Cette réalité se fait d'autant plus sentir dans la recherche publique, pratiquée principalement dans les Universités et autres Ecoles polytechniques fédérales. A la différence des entreprises pharmaceutiques qui disposent de moyens conséquents pour leurs recherches, la multitude de scientifiques qui travaillent dans le secteur public courrent après les subsides d'institutions publiques, de fondations privées et d'autres sources de financement.

Pour encourager la recherche, le Conseil fédéral attribue chaque année CHF 500 millions au FNS avec pour mandat de soutenir des projets scientifiques. Environ 7000 scientifiques obtiennent chaque année du FNS le financement de tout ou partie de leurs recherches. Celles-ci touchent la plupart des domaines, comme la médecine, la philosophie, les sciences humaines, la biologie etc. Le FNS évalue la qualité scientifique des projets soumis et attribue ses aides financières (subsides) indépendamment des pouvoirs politiques, raison pour laquelle il a été créé en 1952 sous la forme d'une fondation de droit privé.

Fonctionnement du FNS

Le Conseil de fondation est l'organe suprême du FNS. Il réunit des représentants des milieux scientifiques, économiques, de la Confédération et des cantons.

Le Conseil national de la recherche est l'organe « expert » du FNS. Il est composé d'une centaine de scientifiques travaillant pour la plupart dans les hautes écoles suisses (HES). Ce sont principalement ces experts qui décident des projets à soutenir et du montant des financements.

Le Conseil national est structuré en 4 divisions :

Division 1 « Sciences humaines et sociales »

Division 2 « Mathématiques, sciences naturelles et de l'ingénierie »

Division 3 « Biologie et médecine »

Division 4 « Recherche orientée »

La division 3 « Biologie et médecine » est composée d'une trentaine de membres. Ce sont eux qui évaluent la plupart des projets d'expérimentations animales. Les subsides sont accordés pour une durée de un à trois ans.

Le FNS et l'expérimentation animale

L'expérimentation animale est un sujet sensible auprès du public. Pour s'assurer qu'un projet de recherche utilisant des animaux soit défendable vis-à-vis de l'opinion publique, le FNS annonce s'abriter derrière deux mesures :

1. L'intérêt des projets de recherche est évalué par des experts scientifiques : les membres de la division 3 du Conseil national de la recherche.

2. Les scientifiques qui obtiennent un subside du FNS s'engagent par écrit à suivre les règles éthiques énoncées dans les « **Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale** », édictées par l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM) et l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT).



Ces principes et règles rappellent notamment aux scientifiques :

« *L'attitude éthique fondamentale du respect de la vie impose à l'être humain de protéger les animaux, qui sont comme lui des êtres doués de sensibilité. Ce respect ainsi que le devoir d'éviter autant que possible la souffrance exigent de réduire, autant que possible, l'expérimentation animale* ».

entation animale

Et encore : « Les animaux ont droit, en outre, au respect de leur dignité (...). L'être humain abuse de sa liberté et porte atteinte à sa propre dignité s'il n'a pas d'égard pour la dignité de l'animal ».

Ces principes et règles éthiques sont cités pour justifier la bonne pratique expérimentale en Suisse, par exemple par le Conseil fédéral dans sa réponse du 9 juin 2006, suite à l'interpellation (06.3126) d'une députée du Conseil national qui contestait des expériences sur des singes à l'EPFZ :

« Le but de l'expérimentation sur les petits d'ouistitis était d'étudier les effets de leur séparation temporaire d'avec leurs parents, sur l'évolution de leur comportement et sur des paramètres physiologiques dans les régions cérébrales concernées par le développement d'une dépression (...). Le FNS n'octroie des subsides de recherche pour des expérimentations animales qu'à des projets répondant aux critères suivants: (...) obligation du requérant de respecter les directives d'éthique de l'Académie suisse des sciences médicales et de l'Académie suisse des sciences naturelles (...) ».

On pourrait être rassuré de savoir qu'une expérience sur les animaux engage une haute réflexion, mêlant éthique et pesée des intérêts « toujours » en faveur de l'animal et que finalement, si un animal meurt pour la science, c'est que ma foi, malgré tous nos efforts, on ne pouvait pas faire autrement.

Malheureusement pour les animaux, tout cela n'est que de la théorie. A notre connaissance, dans la pratique, aucun scientifique n'applique ces « Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale ». Pire encore: la plupart des scientifiques soumis à ces directives et interrogés sur celles-ci, déclaraient ne pas connaître leur existence. Ceci alors même que leurs signatures manuscrites, qui certifiaient qu'ils s'engageaient à les suivre, apparaissaient sur le document transmis au FNS.

Non seulement ces directives ne sont pas suivies, mais la simple application par les autorités cantonales de la législation en vigueur réglementant la pratique de l'expérimentation animale, fait l'objet de vives critiques de scientifiques touchant pourtant des centaines de milliers de francs du FNS pour leurs expériences.

Quant aux règles « éthiques », sensées prendre en considération une pesée des

intérêts « en faveur » de l'animal, elles sont tout simplement en dehors de la réalité.

Par exemple, alors que le point 3.5 mentionne :

« Certaines situations expérimentales pourraient vraisemblablement causer des douleurs si sévères chez l'animal qu'une pesée des intérêts sera toujours en sa faveur. Quand il n'est pas possible de modifier l'expérience en faisant appel à une autre approche, qui est moins contraignante (...), on doit y renoncer, ainsi qu'au gain de connaissance espéré » ; et que le point 4.12 stipule :

« Laproduction d'animaux atteints de maladies, d'infirmités ou de troubles comportementaux d'origine génétique n'est admissible qu'à condition qu'une pesée minutieuse des intérêts ait permis de conclure à sa nécessité (...); l'émission de la radio suisse romande, consacrée le 26 février 2008 à un scientifique - membre de la division 3 du Conseil national du FNS et directeur d'un Pôle de recherche national (PRN) auquel le FNS indique attribuer CHF 16 millions pour la période 2005 à 2009 - laisse dubitatif :

Nous avions questionné le FNS, par courrier le 8 décembre 2006, sur l'application de ces principes et directives par les scientifiques. Nous lui avions notamment posé les questions suivantes :

« Dans le cas manifeste où un scientifique n'appliquerait pas ces directives, le FNS a-t-il prévu, par exemple, de suspendre ou de réduire son soutien financier à l'encontre du chercheur concerné ? Dans l'affirmative, cela s'est-il à votre connaissance déjà produit ?

Les institutions publiques (Universités, EPF, etc.) pratiquant des expérimentations animales sont-elles tenues d'appliquer ces directives ? Si oui, les soutiens financiers pour les divers PRN sont-ils attribués à la condition expresse que les institutions hébergeant ces pôles nationaux respectent lesdites directives ?

(...) Comment le FNS s'assure-t-il du respect de l'application des directives ? Collecte-t-il des informations auprès des autorités cantonales (vétérinaires cantonaux) ? Auprès des commissions de contrôle d'expérimentations animales instituées par les cantons ? Si ce n'est pas le cas, par quels autres moyens ? »

Le FNS nous a répondu le 16 janvier 2007 (extraits) :

« (...) En apposant leur signature sur ce formulaire, les chercheuses et les chercheurs déclarent qu'ils « ont pris connaissance des principes et directives éthiques pour les expérimentations sur les animaux de 2005 de l'ASSM et de la SCNAT » et que leurs « expériences de recherche seront entreprises conformément aux instructions ».

Enregistré en pleine discussion avec un de ses collaborateurs qui « ne comprend pas pourquoi une des mutations (n.d.r. génétiques) qu'il a réalisée entraîne la mort des souris », le scientifique répond : « Mais tu sais pas à quel âge elles crèvent ? »

D'humeur joyeuse, il explique ensuite à la journaliste : « C'est très compliqué la génétique. Vraiment, y a des trucs qu'on a de la peine à comprendre, vraiment (...). C'est ça qui rend tout ce boulot intéressant, finalement. C'est un puzzle. On pense qu'on a tous les éléments, que dalle : ce sont des souris auxquelles ont a fait des modifications génétiques, mais une quantité phénoménale de modifications, dans un endroit très précis de leurs chromosomes et puis il y a certaines des choses qu'on fait qui ont des effets drastiques, c'est à dire que les souris ne peuvent même pas naître. D'autres modifications qui ont pratiquement aucun effet et on ne comprend pas pourquoi. Là, on aimerait bien comprendre comment ça marche, vraiment. Ce serait un super papier, une super publication ».

Le FNS exige ces déclarations depuis le début des années 1990 (...).

Les principes et directives ne revêtent aucun caractère obligatoire, mais constituent plutôt des recommandations relatives à l'éthique. C'est donc surtout l'engagement personnel des chercheuses et des chercheurs qui prime en ce qui concerne le respect de leur déclaration.

(...) Si le FNS a connaissance de manquements aux obligations par les bénéficiaires de subsides, il examinera ces cas. Dans le cas où il s'agit de manquements aux principes et directives éthiques, il les considérera comme des violations des dispositions, dont le respect constitue une condition préalable à l'octroi d'un subside.

Selon le degré de gravité des violations, le FNS peut prononcer diverses sanctions comme, par exemple, le refus de payer un subside octroyé (...). **A ce jour, le FNS n'a jamais eu à prononcer de telles sanctions.**

(...) Comme les subsides du FNS vont directement aux scientifiques et non pas aux institutions publiques, le FNS ne les oblige pas à observer les directives des Académies. Pour les Pôles de recherche nationaux (PRN), le FNS délègue contractuellement certaines responsabilités et devoirs aux directeurs ou directrices du PRN et aux responsables des sous-projets.

(...) **Le contrôle systématique du respect de leurs devoirs dans la pratique quotidienne ne ressort cependant pas de la responsabilité et de la compétence du FNS.**

Procès-verbal de l'Assemblée générale 2008 de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 12 avril 2008 à Thônex, Genève

Ouverture de la séance à 14h00

Membres du Comité présents :

Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vice-président), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Président), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI, Marina ZUMKELLER (Trésorière).

Membres du Comité absents et excusés

Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale
2. Rapport 2007 du président
3. Rapport 2007 de la trésorière et des vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Élection statutaire du Comité pour la période 2008 à 2011
6. Élection d'un vérificateur aux comptes
7. Admissions/Démissions
8. Divers

Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les Membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée Générale

Les Membres présents l'ayant lu dans notre journal du mois de juin 2007 dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

2. Rapport 2007 du Président

Le Président apporte quelques compléments d'informations au rapport d'activité publié dans le journal du mois de mars 2008 :

En premier lieu, il tient à remercier les membres actifs de la Ligue pour le travail effectué tout au long de l'année. Que ce soit dans le domaine administratif, qui devient toujours plus important au niveau du secrétariat et de la comptabilité, dans le domaine de la communication avec la publication du journal et les mises à jour du site Internet, ou le domaine de l'information avec la tenue de nombreux stands tout au long de l'année, dans la rue ou lors de

manifestations. Il remercie également la fiduciaire Nef pour l'excellent travail fourni cette année encore.

Comme en 2006, plusieurs généreux legs ont permis de clôturer l'année 2007 avec un solde positif. Néanmoins, la moyenne d'âge des membres évoluant avec la Ligue, le nombre de membres baissait « naturellement » depuis quelques années. Pour cette raison, le journal a été distribué sous forme de mailing à 400'000 exemplaires pour informer le public des actions de la Ligue. Le mailing habituel de cartes a également été diffusé à 150'000 adresses postales. Ces actions ont eu un fort impact puisque ce sont plus de 3000 nouveaux membres qui ont rejoint la Ligue entre juin et décembre 2007.

Le rapport du Président est mis au vote : **OUI à l'unanimité**

3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes et 4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Aucune question n'étant posée sur ces deux rapports (voir Rapport 2007 de la Trésorière et Rapport 2007 des Vérificateurs aux comptes), le Président propose de voter leurs approbations : **OUI à l'unanimité**.

5. Élection statutaire du Comité pour la période 2008 à 2011

Le Président annonce qu'il n'y a pas eu de démission durant l'année écoulée et que tous les Membres du Comité se représentent à leurs successions. Il propose un vote à main levée, qui est accepté à l'unanimité.

Sont élus à l'unanimité, comme Membre du Comité, avec signature à deux :

Président : Maxime MORET
Vice-président : Luc FOURNIER
Trésorière : Marina ZUMKELLER

Sont élus à l'unanimité, comme Membres du Comité :

Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI.

Le Président remercie chaleureusement l'Assemblée de la confiance manifestée par ce vote à l'unanimité. Il passe ensuite au point suivant de l'ordre du jour :

6. Élection d'un vérificateur aux comptes

Le Président précise que contrairement à l'ordre du jour publié dans le journal qui indiquait deux vérificateurs aux comptes à élire, il n'y a qu'un seul poste à pourvoir cette année sur les trois postes occupés. Il rappelle également que c'est à l'Assemblée de proposer un candidat. Oscar APPIANI propose sa candidature : **OUI à l'unanimité**.

7. Admissions/Démissions

Le Président indique que Laurianne NICOULIN élue ce jour par l'assemblée, avait intégré le Comité depuis le début de l'année 2007. Comme indiqué précédemment, aucune démission n'est à annoncer.

8. Divers

Le Président donne la parole à l'assemblée :

- Michèle LOISEL transmet les remerciements de SOS Chats Noirague pour le soutien apporté à sa pétition contre la fourrure de chats. Elle indique que 130'000 signatures ont déjà été récoltées à ce jour, dont 110'000 ont été déposées à la Chancellerie le 6 mars dernier. Elle ajoute que la récolte de signatures continue, dans l'espoir d'en récolter rapidement encore 20'000 supplémentaire pour en totaliser 150'000. Beaucoup de signatures proviennent de l'étranger et des médias outre-Atlantique ont relayé cette action.

Une Membre demande pour quelle raison la Ligue ne sollicite pas plus la télévision pour qu'elle informe sur le sujet de l'expérimentation animale ?

- Le Président répond qu'il est très difficile de sensibiliser les médias en général dans ce domaine. Peu de journalistes traitent ce sujet et quand ils le font, ce sont plutôt des reportages ou articles embellissant la recherche médicale, sans mentionner ni la souffrance des animaux ni les échecs dus à l'utilisation de ceux-ci.

- Suzanne WACHTL mentionne une interview récente sur le sujet du foie gras. La télévision a passé une partie de l'après-midi chez elle à la filmer ainsi que ses canards qui vivent en liberté. Au final, ils n'ont diffusé qu'une phrase, sortie de son contexte.

- Oscar APPIANI dit avoir entendu dernièrement l'émission «*Impatience*» à la radio Suisse romande où la position de la Ligue avait été favorablement diffusée.

- Luc FOURNIER indique qu'avant l'interview, la journaliste semblait avoir une opinion très favorable à l'expérimentation animale, surtout à la manière dont elle est pratiquée en Suisse. Mais que durant la conception de l'émission, en prenant connaissances de faits et exemples qui contredisaient les propos des scientifiques, elle est devenue beaucoup plus critique sur ce sujet. Ce qui explique sans doute qu'au final, l'émission ait diffusé notre point de vue de manière positive.

Luc FOURNIER annonce également deux nouvelles :

La première indique la date du 27 septembre pour une grande manifestation qui aura lieu à proximité de la place fédérale à Berne. En collaboration avec l'AGSTG et l'ATRA, la LSCV organise une journée d'information contre l'expérimentation animale. Une grande tente sera dressée, des démonstrations sur les méthodes alternatives avec expositions de modèles seront proposées au public. Des projections de films et des conférences sont également prévues. Il sera également possible de se restaurer sur place, l'alimentation sera naturellement végétarienne. Le fait que les trois principales associations anti-vivisectionnistes suisses se réunissent pour l'organisation de cet événement est réjouissant alors qu'il règne, en général, plutôt un climat de concurrence entre les associations de protection des animaux. L'idée de cette manifestation commune vient du nouveau responsable de l'AGSTG, Andreas Item et

s'est concrétisée à l'occasion d'une rencontre entre les trois parties au siège de l'ATRA, en novembre 2007 à Lugano. Les Membres sont d'ores et déjà invités à noter cette date dans leur agenda.

La seconde nouvelle informe de l'entrée en vigueur cet été 2008 de la nouvelle loi et ordonnance sur la protection des animaux. Plusieurs dispositions seront favorables aux animaux d'expériences, notamment en ce qui concerne leurs détentions. Il indique également que l'objectif de la Ligue sera de s'opposer systématiquement à l'utilisation d'animaux pour la formation des étudiants.

Une Membre s'étonne que cela ne soit pas possible actuellement. Il lui semblait que ces expériences étaient soumises à autorisations.

- Luc FOURNIER indique que jusqu'à présent, l'utilisation d'animaux pour la formation des étudiants, par exemple pour des dissections, n'est pas soumise à autorisation si les animaux sont tués avant leur utilisation. Ce ne sera plus le cas dès l'entrée en vigueur des nouveaux textes légaux. D'où la possibilité de pouvoir enfin s'opposer à ces expériences. Si malgré la proposition faite par la Ligue de méthodes alternatives valables, une autorité cantonale venait à accepter une expérience de ce type, la Ligue prévoit une intervention sous forme d'opposition auprès de l'Autorité fédérale et une autre sous forme de recours auprès du Tribunal administratif compétent.

Plus aucun Membre ne souhaitant prendre la parole et l'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 15h30. Il invite les participants à partager une amicale collation et à se servir des pétitions et autocollants disposés sur les tables.

Rapport 2007 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Dans notre dernier journal vous avez pu prendre connaissance des comptes de la Ligue pour l'année 2007. Si ce n'est pas le cas, quelques exemplaires de ce No.19 de mars 2008 sont à votre disposition à l'entrée.

Nous remercions M. François Cochet et sa fiduciaire MEF pour leur travail ainsi que Mesdames Anne Perzoff et Laurianne Nicoulin qui ont bénévolement donné de leur temps pour vérifier toutes les pièces comptables 2007 de la Ligue et qui ont approuvé nos comptes en date du 1er mars, 2008.

Cette année 2007 a été remarquable sur tous les plans grâce à de très généreux dons et legs, aux fidèles cotisations de nos Membres et à une progression importante et constante de nouveaux Membres. Elle se termine donc avec un excédent de recette de CHF. 387,626.51.

Mais il ne faut pas rêver car la lutte contre la vivisection demande de grands moyens. Pas moins de CHF. 99,244.15 ont été investi pour des actions ponctuelles. De même, la lutte contre la fourrure a été intensive

dans toute la Suisse et surtout à Genève. Coût CHF. 179,622.45. Vous avez certainement vu nos affiches, nos annonces dans les cinémas et revues de mode. Notre soutien continue aussi pour la stérilisation des chats errants et pour les Refuges suisses en difficulté car les problèmes d'abandons et mauvais traitements continuent. Dépenses : CHF. 79,211.-- y compris certains frais vétérinaires.

Autre chose, les bulletins de versements sont de plus en plus indéchiffrables : adresses incomplètes, montants presque effacés, écritures illisibles ! Nous perdons beaucoup de temps et par la même d'argent à faire des recherches afin de pouvoir inscrire vos versements dans notre comptabilité et sur vos cartes de Membres. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire un effort dans ce sens.

Au nom de nos Amis les Animaux, nous vous exprimons toute notre reconnaissance et vous disons MERCI !

Fait à Genève, le 14 mars, 2008

Marina Zumkeller, Trésorière

Rapport des vérificateurs aux Comptes 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du BILAN et du COMPTE DE PERTES ET PROFITS arrêtés au 31 décembre 2007.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la LIGUE SUISSE CONTRE LA VIVISECTION et pour les Droits de l'Animal, 3 Ch. des Arcs-en-Ciel, 1226 THONEX, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2007, par un excédent de recette de CHF. 387,626.51.

Les vérificateurs aux comptes
Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN
Genève, le 1er mars 2008

Editorial

Liebe Mitglieder
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

In dieser Ausgabe berichten wir von Tierversuchen, die an Vögeln in Solothurn vorgenommen wurden. Im April 2007 wurde uns eine Kopie der Beschwerde zugestellt, die gegen die entsprechenden Experimente eingereicht wurde. Zu diesem Zeitpunkt hätten wir uns nicht träumen lassen, wie viele Unterlassungen und welche Inkompétence sich im Rahmen eines einzigen Dossiers ansammeln können. Wenn wir uns mit einem Problem befassten, würden wir bereits mit dem nächsten konfrontiert. Aus dem gesamten Dossier Bize geht hervor, dass solche Praktiken in keiner Weise geduldet werden können. Bleibt zu hoffen, dass deren öffentliche Bekanntmachung zu einer Bewusstseinsbildung führt. Die Wissenschaftler beklagen sich ständig über gesetzliche Einschränkungen, die sie an ihrer Arbeit hindern. In Tat und Wahrheit machen sie sich über uns lustig und schalten und walten nach ihrem Gutdünken.

Sicher haben Sie schon von der neuen Tierschutzverordnung gehört, die im September in Kraft treten soll. Uns hat der neue Gesetzesentwurf sehr enttäuscht. Er wird mit Sicherheit nicht dazu beitragen, dass Versuche wie diejenigen von Dr. Bize künftig eingestellt werden. Ein Bericht über die neue Verordnung wird aller Voraussicht nach in der nächsten Ausgabe dieser Zeitung erscheinen.

In der Zwischenzeit wünschen wir Ihnen allen einen schönen Sommer und grüßen Sie herzlich

Der Vorstand

Das Protokoll der Generalversammlung vom 12. April und das Komitee, gewählt für 2008 bis 2011, finden Sie auf Seite 20



Wir haben bereits auf eine Veranstaltung der **Liga** in Zusammenarbeit mit der **AGSTG** und der **ATRA** hingewiesen, die am 27. September 2008 in Lausanne stattfinden soll. Wir hoffen auf ein zahlreiches Erscheinen. Bei dieser Gelegenheit wird ein grosses Zelt mit verschiedenen Informationsständen aufgestellt, es werden Alternativmethoden vorgeführt usw. Das detaillierte Programm wird in der Septemberausgabe dieser Zeitung erscheinen.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen.

Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig.

Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druk:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm². **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl. **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr : Französisch von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

► Pressemitteilung

Tierversuche sogar an Vögeln der Roten Liste

«Tierversuche werden in der Schweiz stark kontrolliert. Von den Behörden werden nur Versuche bewilligt, die für das Verständnis menschlicher Krankheiten von grösster Bedeutung sind oder neue grundlegende Erkenntnisse bringen. Unabhängige kantonale Kommissionen kontrollieren zudem die Berechtigung von Anträgen sowie die Durchführung von Versuchen.»

So oder ähnlich äussern sich die Behörden und Wissenschaftler unseres Landes, um die Öffentlichkeit in Bezug auf die Durchführung von Tierversuchen zu beruhigen. Das nachfolgende veröffentlichte Dossier gibt Einblick in eine ganze Reihe von Versuchen, die ein Wissenschaftler an wildlebenden Vögeln vornahm. Auf kantonaler und auf Bundesebene wurden Bewilligungen für diese Experimente erteilt. Trotz dem qualvollen Tod mehrerer Tiere wurden von den Behörden keinerlei Kontrollen vorgenommen. Auffallend sind zahlreiche Verstöße gegen das Gesetz und verschiedene Fehler, die sich ereigneten:

- **Die kantonalen Behörden stimmten zu, dass Eingriffe ohne lokale Betäubung oder Verabreichung von Schmerzmitteln an Jungvögeln vorgenommen werden konnten**, da der Wissenschaftler «dies schon im Waadtland getan habe, ohne besondere Schmerzreaktionen festzustellen»
- **Die Behörden bewilligten Tierversuche eines Wissenschaftlers, der nicht über die erforderliche Ausbildung verfügte.**
- **Die kantonalen Behörden erteilten die Bewilligung, Versuche an Alpensegeln (*apus melba*) und somit an einer streng geschützten Vogelart, die in Anhang 2 der Erklärung von Bern aufgeführt wird, durchzuführen.**
- **Der Schweregrad der Versuche wurde von den kantonalen und den Bundesbehörden unterschätzt.**
- **Der Tierversuchsantrag wurde von der kantonalen Behörde der Prüfung und dem Gutachten einer kantonalen Kommission entzogen**, obwohl es sich um ein gesetzlich vorgeschriebenes Verfahren handelt.



• **Der Versuch wurde vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) finanziert.** Dies, obwohl er den ethischen Grundsätzen und Richtlinien widersprach, die für alle Forscher, welche vom SNF unterstützt werden, als «obligatorisch» gelten.

Nachdem bekannt wurde, dass die Vögel in Folge der Versuche starben :

• **Führte die kantonale Behörde keinerlei Untersuchungen durch, um die Gründe für den Tod der Vögel festzustellen.**

• **Wurden die Erklärungen des Wissenschaftlers, mit denen dieser die Verantwortung für den Tod der Vögel von sich wies, in keiner Weise in Frage gestellt.**

• **Griffen die kantonalen Behörden, trotz dem Tod der Vögel, nicht ein, um die Versuche zu stoppen.**

Ein Tatsachenbericht

Im Juli 2006 wurden in der Stadt Solothurn zwei junge Alpensegler aufgefunden, deren Verletzungen auf einen chirurgischen Eingriff hinwiesen. Wenige Tage nachdem sie in Pflege genommen wurden, starben die Vögel.

Tierärztin Christiane Haupt, Präsidentin der deutschen Gesellschaft für Mauersegler e.V., und Clarice Allemann von der Vogelstation Oeschenbach (BE) wollten daraufhin von den Solothurner Behörden wissen, was es mit den Eingriffen an diesen Vögeln und den an ihnen durchgeführten Tierversuchen auf sich hatte. Da sie keine zufriedenstellende Erklärung erhielten, schrieb Dr. Christiane Haupt der Solothurner Regierung am **12. März 2007** (Auszug):

«Tierquälische Tierversuche mit Todesfolge an einer unbekannten Anzahl wildlebender Alpensegler (*Apus melba*) in den Brutkolonien Solothurn und Biel

Am 26.07.06 und am 28.07.06 wurde in Solothurn je ein ca. 35tägiger, noch nicht flugfähiger Alpensegernestling verletzt aufgefunden. Die Vögel trugen Ringe der Vogelwarte Sempach (...). Sie wurden in den örtlichen Tierarztpraxen Dr. med. vet. K. Vögli und Dr. med. vet. Peter von Roll abgegeben und von dort an unsere Kooperationspartnerin Frau Clarice Allemann überwiesen(...). Beide Nestlinge wiesen glatte klaffende unvernahte Einschnitte von ca. 15 mm Länge und 6-8 mm Tiefe unter beiden Achseln auf. (...) Der erste Nestling starb am 30.07.06, der zweite am 02.08.06 (...).

Der Nestling mit der Ringnummer F-52881 wurde an unsere Gesellschaft (...) übergeben. Am 21.02.07 wurde der Vogel (...) einer Sektion unterzogen. In der linken Flanke des Vogels, unweit einer der beiden symmetrischen Schnittwunden, wurde ein tablettenförmiger Fremdkörper von 5x5x2 mm Größe gefunden. (...).

(...) besteht der begründete Verdacht, dass die vorgenommenen Tierversuche (...) unter medizinischen und pharmakologischen Gesichtspunkten dilettantisch und unsinnig sind. (...) wie Herr Dr. Bize seine tierquälischen Experimente (...) offiziell mit dem Tier- und Naturschutzgesetz in Einklang zu bringen und ihre wissenschaftliche Notwendigkeit zu beweisen vermag. (...) Stellungnahmen der im Vorfeld befragten Kantonsveterinäre tragen nicht dazu bei, die dubiosen Vorfälle zu erhellen. Sie verstärken vielmehr den Eindruck, dass es sich um nicht offiziell genehmigte, willkürliche Tierversuche des Herrn Dr. Bize gehandelt hat. Da der Experimentator

derzeit noch ungehinderten Zugang zu (...) Alpenseglerkolonien (Solothurn und Biel) hat, ist Gefahr im Verzug (...)

(...) Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Website und bitten besonderes Augenmerk zu richten z.B. auf die vorgenommenen Hungerversuche an 20tägigen Alpensegernestlingen oder auf Untersuchungen zur Mortalität von experimentell mit Parasiten infizierten Alpensegern (...)

Ich habe (...) bislang fast 4'000 Mauersegler, auch Alpensegler, tierärztlich betreut, (...). Derart unverantwortliche Experimente wie die des Herrn Dr. Bize sind mir in meiner langjährigen Tätigkeit noch nicht begegnet ».

Dem Schreiben von Dr. Haupt lag eine Kopie des Autopsieberichtes bei. Darin hiess es: «Je eine ca. 5mm lange und etwa 1 bis 2mm breite strichförmige (...) Hautwunde (...) in der Unterhaut befindlichem tablettenartigem, 5mm im Durchmesser und 2mm hohem, ockerfarbenen Fremdkörper von fester, bröckeliger Konsistenz».

Den Tod des Tieres begründete das Labor mit einer «eitrig nekrotisierenden, ausschliesslich linksseitig auftretenden Pneumonie infolge einer Pilzinfektion, bei der es sich mit grosser Wahrscheinlichkeit um eine Aspergillose handelt. Als Eintrittspforten kommt sowohl eine aerogene wie auch eine aus dem linksseitigen Wundbereich fortgeleitete Infektion in Frage».

Bericht in der „Solothurner Zeitung“

Angesichts des Schweigens der Behörden schaltete Frau Allemann die Presse ein. Am 20. April 2007 veröffentlichte die „Solothurner

Zeitung“ einen Bericht, in dem zu lesen war, dass das KVA Solothurn die an den jungen Mauerseglern durchgeführten Tierversuche bewilligt hatte. Bei diesen Versuchen erhielten die Jungvögel Kortikosteron-Implantate, ein Hormonpräparat das Stress erzeugt. Der Versuch sollte zeigen, ob der natürliche Parasitenbefall von Mauerseglern durch Stress und die damit verbundene Schwächung des Immunsystems der Tiere verstärkt wird. Gegenüber der Journalistin rechtfertigte das KVA die Versuche wie folgt: «Mit Hilfe dieser Tests wollte man herausfinden, welche Folgen Stress auf die Entwicklung der Vögel hat». Insofern seien die Tests absolut gerechtfertigt und sinnvoll, zudem seien Art und Ausmass der gemachten Versuche nichts Außergewöhnliches: «Rein Medizinisch gesehen, waren dies nicht sehr massive Eingriffe».

Das KVA tut, als ob es sich über die Anzeige von Frau Allemann ebenfalls freut: «Wir werden in Zukunft noch genauer hinschauen, wenn wir Versuche genehmigen», sagt Kantonstierärztin, obwohl bereits jetzt immer genau geprüft werde, ob die geplanten Forschungsprojekte überhaupt nötig seien. «Genehmigungen werden von uns nur sehr restriktiv vergeben».

Dr. Bize, der für die Versuche verantwortliche Wissenschaftler, verwies auf das wissenschaftliche Interesse seiner Experimente und lehnte jegliche Verantwortung für den Tod der Tiere ab. Statt auf die chirurgischen Eingriffe sei dieser auf eine Überdosis Kortikosteron in den Tabletten – «entgegen den Angaben der Hersteller» - zurückzuführen.

Die SLGV nimmt die Versuche Dr. Bizes zur Kenntnis

Am **12. April 2007** liess uns Frau Allemann ein Dossier zu den Versuchen Dr. Bizes zukommen. Am **24. April** nahmen wir mit dem Mitarbeiter des KVA Kontakt auf, der die Versuche bewilligt hatte. Er spielte die Bedeutung der Klage Frau Allemanns herunter und verweigerte uns jegliche weiteren Aussagen. Da dieser Kanton über keine kantonale Kommission verfügt, welche den vom KVA bewilligten Versuch zur Kenntnis hätte nehmen können, kontaktierten wir die Nachbarkantone. Keiner wollte den Antrag Dr. Bizes, in dem dieser die chirurgischen Eingriffe beschrieb, gesehen haben. Das KVA schien die Bewilligung der Versuche im Alleingang erteilt zu haben, obwohl ein solches Vorgehen dem Tierschutzgesetz widerspricht. Dieses schreibt vor, dass ein Antrag auf Tierversuche einer von der Behörde unabhängigen kantonalen Kommission vorgelegt werden muss. Am **25. Mai 2007** baten wir das KVA bezüglich der Verwaltungsverfahren und des wissenschaftlichen Interesses der bewilligten Versuche um Informationen.

Am **12. Juni 2007** antwortete das KVA auf unser Schreiben und liess uns wissen, dass es uns nichts zu sagen habe. Auf ein Schreiben, das wir am **20. Juni 2007** an das BVET richteten, erhielten wir im **September 2007** eine ähnliche Antwort. Über ein Jahr nach Aufnahme der Versuche durch Dr. Bize war die Verwaltung immer noch nicht gewillt, irgendwelche Erklärungen abzugeben, warum diese Tierversuche bewilligt wurden. Es wollte auch nicht gewährleisten, dass das Verwaltungsverfahren der geltenden Gesetzgebung entsprach. Die Verwaltung war fest entschlossen, das Dossier herumliegen zu lassen, damit es in Vergessenheit geriet. Der Solothurner Staatsanwalt seinerseits verweigerte Frau Allemann den Status als Klägerin. Glücklicherweise wurde das Dossier von einem neu nominierten Richter übernommen. Im **November 2007** beauftragten wir einen Rechtsanwalt damit, weiterhin Druck auf die Behörden auszuüben und dafür zu sorgen, dass auf die Klage von Frau Allemann eingegangen wurde.

CHRONOLOGIE

2006

09.05.2006 : Dr. Bize reicht beim kantonalen Veterinäramt Solothurn (KVA) einen ergänzenden Antrag für Tierversuche ein. Rund hundert Jungvögel sollen, mittels Einschnitt und bei vollem Bewusstsein, mit einem Implantat, einer Kortikosterontablette, versehen werden.

Bei diesen Eingriffen an Alpensegeln (*apus melba*) wird weder eine Anästhesie vorgenommen, noch werden Schmerzmittel verabreicht. Dr. Bize begnügt sich mit der Aussage: «Wie Beobachtungen gezeigt haben, ist die Implantierung von Kortikosteron für die Tiere in keiner Weise schmerhaft. Somit ist bei diesem Vorgehen keine Anästhesie erforderlich.»

04.07.2006 : Das KVA bewilligt diese Versuche mit Schweregrad 1 («leichte» Belastung für das Tier), obwohl bei den Vögeln weder eine Anästhesie durchgeführt, noch Schmerzmittel verabreicht werden. Als einzige Auflage wird Dr. Bize aufgefordert, «innert sechs Monaten nach der Ausstellung der Bewilligung» die Weiterbildung zu absolvieren (Verordnung vom 12. Oktober 1998), die ihn zur Durchführung solcher Versuche befähigt.

06.07.2006 : Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) bestätigt dem KVA mittels Fax, dass es auf einen Rekurs gegen die kantonale Bewilligung verzichtet. Dr. Bize kann mit seinen Versuchen sofort beginnen.

Mitte Juli 2006 : Dr. Bize startet seine chirurgischen Eingriffe an jungen Alpensegeln.

26.07.2006 : Ein erster verletzter Alpensegler wird zum Tierarzt gebracht. Zwei Tage später wird ein zweiter Vogel aufgefunden. Beide Tiere «befinden sich in einem Panikzustand» und «einem sehr schlechten Gesamtzustand». Sie werden Clarice Allemann von der Vogelstation Oeschenbach (BE) zur Pflege übergeben. Der erste Jungvogel stirbt am 30. Juli, der zweite am 2. August.

12.12.2006 : Fünf Monate (!) nach Beginn seiner chirurgischen Eingriffe an 36 Vögeln absolviert Dr. Bize am 12. und 14. Dezember in Zürich die vom KVA verlangte Ausbildung (LTK Modul 2).

2007

30.01.2007 : Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) erlaubt Dr. Bize, in den Kantonen Aargau, Bern, Freiburg, Solothurn und Waadt bis am 15. Februar 2008 Waldküzen und Alpensegler im Nest zu fangen und zu beringen.

10.02.2007 : Dr. Bize erhält vom KVA das Formular C (jährlicher Zwischenbericht). Darauf hält er fest, dass vier von 36 operierten Tieren gestorben sind. Der Forscher beschuldigt das amerikanische Labor

«Innovative Research of America», ihn mit «zu hoch dosierten Implantaten» versorgt zu haben. Diese hätten den Tieren das Leben gekostet. Er möchte seine Versuche im Sommer 2007 «an einer weniger grossen Anzahl Jungvögel erneut durchführen (...). Ich werde das Veterinäramt kontaktieren, bevor ich 2007 die ersten Implantationen vornehme, damit Ihr Amt meine Methoden genehmigen kann.»

12.03.2007 : Dr. Christiane Haupt, Präsidentin der Deutschen Gesellschaft für Mauersegler e.V., meldet sich schriftlich bei der Solothurner Staatsanwaltschaft. In ihrem Schreiben bezieht sie sich auf die Versuche von Dr. Bize an Alpensegeln, die den Vögeln das Leben gekostet haben. Dem Brief legt sie Fotos toter Vögel, sowie eine Kopie des Berichtes der Autopsie bei, die das Hessische Labor (D) am 21.02.2007 an einem toten Alpensegler vornahm. Im Bericht wird eine Verletzung erwähnt, die auf ein Implantat zurückzuführen ist. Der Tod sei durch «eine linksseitige eitrige Lungenentzündung infolge einer Pilzinfektion» erfolgt. «Es handelt sich wahrscheinlich um eine Aspergillose. Die Infektion wurde durch die Luft oder die linksseitige Verletzung» übertragen.

23.03.2007 : Frau Allemann reicht bei der Solothurner Staatsanwaltschaft gegen Dr. Bize Strafanzeige wegen Tierquälerei und sinn- und zweckloser Tierversuchshein. Zudem hält sie fest: «Sollte eine Genehmigung für die Versuche vorliegen, die wörtlich Sinn, Zweck und Vorgehensweise der Versuche enthält und genau mit der tatsächlichen Vorgehensweise übereinstimmt, dann richtet sich die Anzeige auch gegen die Genehmigungsbehörden.»

27.03.2007 : Frau Allemann wendet sich mit einem Schreiben an das KVA und legt den Autopsiebericht des Hessischen Labors bei. Sie möchte wissen, ob die an den Alpensegeln durchgeführten Versuche legal sind und aus welchem Grund das KVA den Tierärzten verboten hat, ihr die verletzten Tiere anzuvertrauen.

12.04.2007 : Die SLGV erhält die Strafanzeige von Frau Allemann gegen die Versuche von Dr. Bize und Kopien ihres fruchtlosen Briefwechsels mit dem KVA.

24.04.2007 : Die SLGV nimmt mit dem KVA Kontakt auf, um Informationen über die besagten Versuche zu erhalten. Das KVA spielt die Anschuldigungen von Frau Allemann herunter und legt einen Artikel bei, der am 20.4.2007 in der „Solothurner Zeitung“ erschien. Darin wird von der Strafanzeige Frau Allemanns, sowie den Stellungnahmen des KVA, von Dr. Bize und der Schweizerischen Vogelwarte Sempach berichtet, welche diese Beschwerde anfechten.

24.04.2007 : Das KVA registriert das Formular C von Dr. Bize. Dieses wird noch am gleichen Tag als regelkonform zertifiziert und an das BVET weitergeleitet. Obwohl vier von 36 operierten Vögeln gestorben sind, werden die Versuche unter Schweregrad 2 eingestuft.

30.04.2007 : Nachdem wir das Dossier geprüft, den Artikel in der «Solothurner Zeitung» gelesen und einige Nachforschungen angestellt haben, nehmen wir erneut mit dem KVA Kontakt auf. Dieses verweist uns an den Pressesprecher der Solothurner Regierung. Aufgrund der ausweichenden und wenig glaubwürdigen Antworten zweifeln wir an der Rechtmässigkeit des Bewilligungsverfahrens, aufgrund dessen Dr. Bize seine Tierversuche durchführen konnte.

25.05.2007 : In einem Schreiben an das KVA fordert die SLGV genauere Angaben zu den von Dr. Bize durchgeführten Versuchen an, sowie eine Bestätigung, dass dieses die gesetzlich vorgeschriebenen Bewilligungsverfahren eingehalten hat.

12.06.2007 : Auf unser Schreiben vom 25.5.2007 antwortet das KVA nur lückenhaft. Es stellt sich heraus, dass die vom KVA erteilte Bewilligung dem Schweizerischen Tierschutzgesetz (TSchG) nicht entspricht. Dies gilt insbesondere für Artikel 18, gemäss dessen das KVA Tierversuchsgesuche zwingend einer unabhängigen kantonalen Kommission zur Begutachtung unterbreiten muss.

13.06.2007: Frau Allemann wendet sich auf elektronischem Weg an die SLGV und beklagt sich darüber, dass die Kantonspolizei Solothurn ihre Strafanzeige noch nicht behandelt hat. «Frau Haupt hat mehrfach versucht, den Staatsanwalt des Kantons Solothurn zu erreichen, um Informationen über das Vorgehen nach der Strafanzeige zu erhalten. Leider vergeblich. Es scheint, als ob wir gegen eine Mauer rennen würden.»

13.06.2007: Das KVA wird von der Solothurner Polizei zu den Versuchen von Dr. Bize befragt.

20.06.2007 : Die SLGV wendet sich mit einem Schreiben an das BVET. Wir verlangen Informationen zur Bewilligung (für Tierversuche), die dieses Dr. Bize erteilt hat. Zudem möchten wir wissen, ob die Versuche von Dr. Bize von der Behörde oder einer kantonalen Kommission geprüft werden.

17.08.2007 : Nachdem die Solothurner Behörden ein interkantonales Rechtshilfeersuchen verlangt haben, wird Dr. Bize von der Polizei von Yverdon-les-Bains verhört.

25.09.2007 : Das BVET beantwortet unser Schreiben. Es lehnt jegliche Verantwortung ab und verweigert zu den meisten Fragen eine Stellungnahme.

Völlig unnötige Versuche

24.10.2007 : Frau Allemann wendet sich telefonisch an die SLGV. Der Staatsanwalt des Kantons Solothurn hat ihr den Zugang zum Dossier verweigert und bestritten, dass sie Strafanzeige eingereicht hat. Noch am gleichen Tag ruft Frau Allemann zurück: das Dossier wird einem anderen Staatsanwalt des Kantons Solothurn übergeben.

21.11.2007 : Wir beauftragen einen Solothurner Rechtsanwalt mit dem Dossier und sorgen auf diese Weise dafür, dass sie nicht in einer Schublade endet. Als Bevollmächtiger vertritt der Anwalt auch Frau Allemann und Dr. Haupt in der Strafuntersuchung.

31.12.2007 : Die SLGV verlangt vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) Auskünfte zur Finanzierung die Dr. Bize für seine Versuche erhielt.

2008

11.01.2008 : Der SNF bestätigt, dass der Nationale Forschungsrat Dr. Bizes Tierversuche an Alpenseglern vom 1.9.2005 bis am 31.8.2007 mit einem Betrag von CHF 61'000.-- unterstützte.

31.01.2008 : In einem Gespräch mit dem KVA wird unserem Rechtsanwalt mündlich versichert, die Dr. Bize erteilten Bewilligungen seien aufgehoben und weitere Versuche mit Alpenseglern würden nicht bewilligt.

01.02.2008 : Unser Rechtsanwalt teilt uns mit, dass gegen Dr. Bize und allfällige Mitbeteiligte eine Strafuntersuchung wegen fahrlässiger Tierquälerei eröffnet worden ist und demnächst mit einem Entscheid über die Anklageerhebung gerechnet werden kann.

06.02.2008 : Das KVA teilt unserem Rechtsanwalt mit, 2007 habe Dr. Bize keine Versuche durchgeführt. «Die Berichte über die von Dr. Bize im Jahr 2006 durchgeführten Versuche hätten uns auch ohne Frau Allemanns Einschreiten Ende 2006 dazu bewogen, Herrn Bize ohne zusätzlichen Antrag keine weiteren Versuche durchführen zu lassen», erklärt das KVA.

Dies steht im Widerspruch zum Formular C, in dem Dr. Bize dem KVA am 10.2.2007 mitteilte: «Im Sommer 2007 werde ich diese Versuche an einer kleineren Anzahl Jungvögeln (6-8 Jungvögel pro Gruppe) weiterführen. Ich werde das Veterinäramt kontaktieren, bevor ich 2007 die ersten Implantationen vornehme, damit Ihr Amt meine Methoden genehmigen kann».

Entgegen den Aussagen des KVA wurde ein Verbot der Versuche Dr. Bizes auch dann nicht in Betracht gezogen, als der Tod der Vögel bekannt war und öffentlich gemacht wurde. Eine Analyse der Polizeiberichte sowie der Berichte von Dr. Bize oder des KVA ergab, dass weder die Versuche kontrolliert, noch Untersuchungen eingeleitet worden waren, um die Todesursache der Tiere festzustellen. Das KVA begnügte sich vielmehr mit den wenig glaubwürdigen Erklärungen des Wissenschaftlers.

Mai 2008 : Die Staatsanwaltschaft führt die Einvernehmungen weiter. Wir erwarten einen Entscheid.

Alpensegler sind wie die meisten frei lebenden Tiere Parasitenträger. Die Schädlinge werden insbesondere durch eine Fliege übertragen. Um seinen Versuch zu begründen, bei dem einigen Dutzend Jungvögeln ohne Anästhesie Kortikosteron-Tabletten (Stresshormon) unter die Haut implantiert wurden, schrieb Dr. Bize dem kantonalen Veterinäramt am 9. Mai 2006 Folgendes:

«Der Alpensegler wird natürlicherweise stark von einer stechenden und Blut saugenden Fliege der Familie der Hippoboscidae heimgesucht. Wie vorgängige Untersuchungen gezeigt haben, führt dieser Ektoparasit zu Veränderungen bezüglich Wachstum (*J Anim Ecol 2003*) und Überleben (*Funct Ecol 2005*) der jungen Alpensegler, sowie auf die Fortpflanzung der ausgewachsenen Tiere (*J Anim Ecol 2004*).

Ich möchte die Auswirkung von Stress auf die Immunreaktion der Jungvögel und auf ihre Parasitenresistenz untersuchen. Medizinische Studien haben gezeigt, dass Stress die Immunreaktion schwächt und sich infolgedessen die Anfälligkeit gegenüber Krankheiten und Parasiten erhöht.»

Wie Dr. Bize richtig erwähnt, haben zahlreiche Versuche und wissenschaftliche Studien bewiesen, dass «Stress die Immunreaktion schwächt». Dies liess sich nicht nur an Vögeln, sondern an den meisten untersuchten Wirbeltieren feststellen. Dr. Bize kündigt deshalb an: «Wir gehen davon aus, dass die Jungvögel mit den Kortikosteron-Implantaten ein reduziertes Wachstum und eine schwächere Immunreaktion aufweisen werden. Dies wird zu einer stärkeren Parasitenbelastung führen als bei den Jungvögeln mit Placebo-Implantaten.» Wie es der Forscher mit einer derartig sinnlosen wissenschaftlichen Hypothese geschafft hat, vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung finanziell unterstützt zu werden, bleibt ein Rätsel.

Besteht wirklich ein wissenschaftliches Interesse, die Auswirkung von Stress auf die Entwicklung der Jungvögel zu untersuchen?

Welche «wichtigen Informationen für die Biologie der Arterhaltung» könnten diese an einem frei lebenden und darüber

hinaus streng geschützten Vogel durchgeführten Versuche liefern?

Soll eine umfassende Kampagne zur Parasitenbekämpfung bei sämtlichen in der Schweiz nistenden oder unser Land überquerenden Alpenseglern durchgeführt werden? Rechtfertigt es ein wissenschaftlich so wenig fundierter Versuch, an Vögeln ohne jegliche Anästhesie und ohne Schmerzmittel Operationen vorzunehmen?

Werden die Biologen demnächst die gleichen Versuche an Tauben, Amseln, Meisen und Sperlingen durchführen, nur weil dies bis anhin noch nie gemacht wurde?

Aus der Publikation zu Dr. Bizes Versuchen (*Am Nat. 2008 Jan;171(1):107-18*) geht hervor, dass der Wissenschaftler schliesslich gemerkt hat, dass die Parasiten die Vögel mieden, die sich in einem schlechten Zustand befanden. Die geschwächte Immunreaktion hat somit nicht zu einer höheren Parasitenanfälligkeit geführt. Die Parasiten befielen vielmehr Jungvögel, die ihnen die gewünschten Blutreserven lieferten. ■

Ist es die Berufung der Wissenschaft, völlig unnötige Experimente durchzuführen ?



Fehler, Lügen oder absichtliche

Es ist einfach, irgendetwas zu behaupten, wenn man weiss, dass die Unterlagen, die das Gegenteil beweisen, nicht veröffentlicht werden. Wenn die SLGV nicht zu verschiedenen vertraulichen Unterlagen Zugang gehabt hätte, wären die Fehler, Lügen und absichtlichen Unterlassungen der kantonalen sowie der Bundesbehörden geheim geblieben.

Die Liste der Verfehlungen, welche die Behörden begangen haben, ist erschreckend. Hier ein kleiner Überblick:

Kantonales Veterinäramt

1. Erlaubnis erteilt, Eingriffe (ohne lokale Betäubung oder Verabreichung von Schmerzmitteln) an lebenden Jungvögeln vorzunehmen, um unter deren Haut Kortikosteronimplantate einzuführen

Im Artikel der „Solothurner Zeitung“ vom 20. April 2007 zu den Versuchen Dr. Bizes, die den Tod der Vögel verursacht hatten, erklärt das kantonale Veterinäramt:

«Mit Hilfe dieser Tests wollte man herausfinden, welche Folgen Stress auf die Entwicklung der Vögel hat». Das Experiment war somit gerechtfertigt und in keiner Weise ausserordentlich. «Ähnliche Versuche wurden schon bei anderen Vogelarten vorgenommen. Rein medizinisch gesehen, waren dies nicht sehr massive Eingriffe.»

Ein Versuch, bei dem einem Tier ohne Betäubung Schnittwunden beigelegt werden, gilt als Vivisektion. Ein solches Experiment ist in der Schweiz aber aussergewöhnlich, da eine Betäubungspflicht besteht (Art. 11 TSchG) und im Rahmen chirurgischer Eingriffe fast nicht auf eine Betäubung verzichtet werden kann (Art. 16 TSchG, Abs. 2). Für Solothurn scheint dies allerdings nicht zu gelten. Um eine Bewilligung für den Eingriff an unbetäubten Tieren zu erhalten, musste Dr. Bize dem KVA nur mitteilen: «Wie Beobachtungen gezeigt haben, ist die Implantierung von Kortikosteron für die Tiere in keiner Weise schmerhaft. Somit ist bei diesem Vorgehen keine Anästhesie erforderlich.»

Im gleichen Artikel erklärte die Kantonsveterinärin im Zusammenhang mit der gegen Dr. Bize eingereichten Klage: «Wir werden in Zukunft noch genauer hinsehen, wenn wir Versuche genehmigen.» Sie ist jedoch

der Ansicht, bis anhin seien Anträge stets auf ihre Notwendigkeit hin überprüft worden. «Genehmigungen werden von uns nur sehr restriktiv vergeben.»

Die in der Chronologie einsehbaren Unterlagen beweisen jedoch, dass im Rahmen der von Dr. Bize durchgeführten Versuche keinerlei Zurückhaltung ausgeübt wurde.

2. Bewilligung zur Durchführung von Tierversuchen an einen Wissenschaftler ohne erforderliche Ausbildung erteilt

Damit ein Forscher einen Tierversuch durchführen kann, muss er gemäss Art. 59d der TSchV eine spezielle Ausbildung absolvieren. Wenn ein Kanton Versuche eines Wissenschaftlers bewilligt, obwohl dieser nicht über eine solche Ausbildung verfügt, erfolgt dies unter der Bedingung, dass er von einem Wissenschaftler supervisert wird, dessen Ausbildung den gesetzlichen Anforderungen entspricht. In einem Labor kann problemlos gewährleistet werden, dass ein Wissenschaftler bei seinen Versuchen gut betreut wird.

Warum das KVA Dr. Bize erlaubt hat, seine Versuche durchzuführen, bevor er über die erforderliche Ausbildung verfügt, ist schleierhaft. Dass er diese an frei lebenden Tieren alleine und ohne die geringste Kontrolle vornehmen konnte, ist schlichtweg unglaublich. Hat sich das KVA vergewissert, dass Dr. Bize über die erforderlichen Kompetenzen verfügte, um Tiere operieren zu können und zumindest die ersten Interventionen überprüft? Nein. Scheinbar fand es kein Mitarbeiter des KVA für nötig, sein Büro zu verlassen, um die Tierversuche zu beobachten.

Dass Dr. Bize die geforderte Ausbildung fünf Monate nach seinen Versuchen absolvierten durfte, bei denen er bereits 36 Vögel operiert hatte, ist absolut unverständlich.

3. Schweregrad der von Dr. Bize durchgeführten Versuche zu tief eingestuft

Wie konnte das KVA einen Versuch, bei dem an hundert unbetäubten Tieren eine Schnittwunde beigelegt wurde, unter «Schweregrad 1» einstufen? Unter diesen Schweregrad fallen nur «Eingriffe und Handlungen, die eine leichte, kurzfristige Belastung bewirken». Da die Versuche unter 0 bis 3 eingestuft wurden (Schweregrad 3 umfasst Versuche, die zum Tod eines Tieres führen können), stellt sich die Frage, ob das KVA diesen Versuch absichtlich zu tief eingestuft hat, um sich eine weiter reichende Prüfung des Dossiers zu ersparen. In Anbetracht der zahlreichen in der Schweiz eingereichten Tierversuchsanträge prüfen die meisten kantonalen Behörden die unter Schweregrad 1 eingestuften Versuche gar nicht erst. Sie konzentrieren sich vielmehr auf die weniger häufigen Anträge der Schweregrade 2 und 3, welche für die Tiere schmerhaft sind. Dass der Antrag von Dr. Bize vom KVA unter Schweregrad 1 eingestuft wurde, zeigt jedenfalls, dass die Bewilligung vom BVET in keiner Weise ernsthaft geprüft wurde.

Schockierend ist jedoch insbesondere die Tatsache, dass das KVA nach Einreichung des Berichtes C am 10. Februar 2007, in dem Dr. Bize den durch seine Eingriffe verursachten Tod mehrerer Tiere mitteilte, die Versuche weiterhin unter Schweregrad 2 und somit zu tief einstuften, bevor es den Bericht an das BVET weiterleitete.

4. Absichtlich unterlassen, einen Antrag auf Tierversuche der kantonalen Kommission zur Prüfung und für ein Gutachten vorzulegen

Jeder Kanton, der Tierversuche bewilligt, muss eine von der kantonalen Behörde



Unterlassungen der Behörden

unabhängige Kommission bilden. Dieser werden alle neuen oder ergänzenden Tierversuche anträge zum Gutachten vorgelegt. Dabei handelt es sich nicht um eine «gutwillige» Massnahme, sondern um eine in Art. 18 des TSchG und Art. 62 der TSchV erwähnte gesetzliche Pflicht.

Die Tatsache, dass das KVA diesen Antrag mit voller Absicht nicht von einer unabhängigen Kommission prüfen liess, ist inakzeptabel. Es handelt sich dabei um ein bewusstes Vorgehen und nicht um einen durch die Inkompetenz des Amtes bedingten Verwaltungsfehler. Im Übrigen ist es bedauerlich, dass das KVA nie den Mut hatte, dies zuzugeben. Ganz im Gegenteil – die Tatsache wurde mehrmals abgestritten.

5. Keine Untersuchungen durchgeführt, um die Gründe für den Tod der Vögel festzustellen

Zwei Alpensegler, die am 26. und 28. Juli 2006 verletzt aufgefunden wurden, wurden zu einer Pflegestation für Vögel gebracht. Dort verstarben sie wenige Tage später. Das KVA wurde benachrichtigt. Es unternahm aber weder irgendwelche Untersuchungen, noch wollte es die Kadaver sehen. An der Pflegestation selber beschloss man sieben Monate später, einen der tief gefrorenen Kadaver zur Autopsie nach Deutschland zu schicken. Bei der Analyse stiess man auf einen «Fremdkörper» (Kortikosteron-Implantat). Der Tod des Tieres wurde auf eine Infektion zurückgeführt, die durch den Eingriff bedingt war. Dr. Bize behauptete jedoch, eine Überdosis der Kortikosteronimplantate habe den Tod der Tiere verursacht.

Das KVA machte keinerlei Anstalten, den «Fremdkörper» einzufordern, der «im Labor aufbewahrt» wurde und «für pharmazeutische Analysen zur Verfügung» stand.

Es bekundete auch keinerlei Interesse an den Blutanalysen (die natürlich auf einen erhöhten Kortikosteron-Gehalt hinwiesen), die Dr. Bize gemäss eigenen Angaben von der Schweizerischen Vogelwarte in Sempach hatte analysieren lassen.

Nach der Meldung über die verletzten Vögel begab sich das KVA auch nicht an den Ort des Geschehens, um zu überprüfen, ob sich noch weitere Vögel im gleichen Zustand befanden.

In unserem Schreiben an das KVA vom 25. Mai 2007 drückten wir unser Erstaunen darüber aus, dass dieses den praktizierenden Tierärzten verboten hatte, die verletzten Alpensegler zu pflegen. Wir liessen insbesondere verlauten:

«*die Pflege verletzter Wildvögel ist nicht nur im Interesse des Tierschutzes sondern trägt ebenfalls dazu bei, die direkten Auswirkungen der von Dr. Bize durchgeführten Experimente an den Tieren zu evaluieren. Es ist allgemein bekannt, dass die von den Forschern beschriebenen und zu erwartenden Nebenwirkungen nicht immer der Realität entsprechen, manchmal durch Unwissenheit, manchmal aber auch durch bewusstes Umgehen und Vereinfachen von Bewilligungen. Eine kantonale Behörde hat die Möglichkeit, die Auswirkungen an Tieren während eines Experimentes zu überprüfen und bei Bedarf neue Auflagen oder die sofortige Einstellung des Versuchs anzurufen.*»

Die kantonale Behörde kontrollierte die Versuche in keiner Weise, obwohl dies vom Gesetz vorgeschrieben ist. Es wäre für die Verwaltung ein Leichtes gewesen, solche Kontrollen durchzuführen: wenn Jungvögel im Nest operiert werden, diese noch nicht flügge, und zudem beringt sind, ist es ein Leichtes, sie wenige Tage nach den chirurgischen Eingriffen zu zählen. Dabei lässt sich feststellen, ob Vögel verendet sind, vor allem aber, ob die Operationen für die Tiere tatsächlich keine negativen Auswirkungen haben. Wegen der fehlenden Kontrolle durch die Behörden konnte aber nicht festgestellt werden, ob die Erklärung Dr. Bizes zum Tod von vier Vögeln (zwei im öffentlichen Raum und zwei im Nest gefundene Vögel) der Wahrheit entsprach. Weitere tote Tiere hätten problemlos eliminiert werden können.



6. Trotz dem Tod mehrerer Vögel in keiner Weise versucht, die Experimente zu stoppen

Im Artikel der „Solothurner Zeitung“ vom 20. April 2007 hieß es:

«*Im nächsten Sommer werden keine Versuche an Alpenseglern durchgeführt. Gemäss der Kantonsveterinärin wurde keine Bewilligung erteilt.*»

Das KVA bestätigte unserem Rechtsanwalt am 6. Februar 2008 schriftlich:

«*Gerne bestätige ich Ihnen, dass seit 2006 KEINE Versuche an Alpenseglern in Solothurn durchgeführt werden. Es wurden keine Versuche sistiert, weil keine weder bewilligt noch am Laufen waren. Denn die Berichte über den Versuch von Herrn Bize im Jahr 2006 haben auch ohne Intervention von Frau Alleman bereits Ende 2006 dazu geführt, Herrn Bizes Forschung nicht ohne weiteres Gesuch weiterführen zu lassen.*»

Verschiedene Unterlagen stehen aber im klaren Widerspruch zu diesen Aussagen des KVA. So zeigt der am 9. Mai 2006 von Dr. Bize eingereichte Tierversuchsantrag, dass während zwei Jahren fünfzig Vogelpaare (100 Vögel) eingesetzt wurden. Unter Punkt 5.1. des Antrags heisst es explizit: «*Ein Jungtier im Nest erhält ein Kortikosteron- und das andere ein Placebo-Implantat. Der Versuch soll an rund 25 Bruten jährlich durchgeführt werden.*»

Der vom KVA erteilten Bewilligung ist auch zu entnehmen, dass die Versuche bis im Juli 2008 weitergeführt werden können.

Dr. Bize erklärte, im Jahr 2006 36 Vögel (18 Paare) eingesetzt zu haben. Er verfügte somit noch über eine Bewilligung, mit der er in den Jahren 2007 und 2008 64 Vögel (32 Paare) operieren konnte.

Offen bleibt, wie das KVA angesichts dieser Tatsachen behaupten kann: «*Es wurden keine Versuche eingestellt, da weder Bewilligungen noch weitere Versuche hängig waren.*»

Als Dr. Bize dem KVA am 10. Februar 2007 den Bericht C weiterleitete, liess er verlauten: «*Im Sommer 2007 werde ich diese Versuche an einer kleineren Anzahl Jungvögeln (6-8 Jungvögel pro Gruppe) weiterführen (...). In Übereinstimmung mit unseren vorgängigen E-Mails werde ich das Veterinäramt kontaktieren, bevor ich 2007 die ersten Implantationen vornehme, damit Ihr Amt meine Methoden genehmigen kann.*»

Im Artikel der „Solothurner Zeitung“ vom 20. April 2007 heisst es auch: „Für ihn (Dr. Bize, Anm. d. Red.) sei jedoch ganz klar, dass er keine derartigen Tests mehr starten werde.“ Fest steht, dass das KVA im April 2007 und somit neun Monate nach den ersten Versuchen Dr. Bizes keinerlei Massnahmen

ergriffen hat, um die dem Forscher erteilte Bewilligung rückgängig zu machen. Im Gegensatz zu den Erklärungen des KVA erfolgte die «natürliche» Einstellung dieser Versuche erst, nachdem Klage eingereicht und im Zusammenhang mit dem Dossier weiterhin Druck ausgeübt wurde. Unseren Informationen gemäss sprach das KVA bis anhin kein offizielles Verbot für Dr. Bize aus, neue chirurgische Eingriffe an Tieren vorzunehmen.

Bundesamt für Veterinärwesen

1. Auf die Unterschätzung des Schweregrades der Versuche nicht reagiert

Weshalb hat das BVET nichts gegen den Kanton Solothurn unternommen, um den Schweregrad der Versuche neu zu beurteilen und diese zu verbieten?

Die vom KVA Solothurn am 4. Juli 2006 erteilte Bewilligung traf am 5. oder 6. Juli beim BVET ein. Bereits am 6. Juli liess das BVET in einem Fax an das KVA verlauten, es lege gegen die erteilte Bewilligung keinen Rekurs ein. Dies zeigt, dass das BVET den Antrag Dr. Bizes auf die Schnelle behandelte, ohne sich eingehend damit zu befassen.

2. Keine Schritte gegen den Kanton Solothurn eingeleitet, obwohl dieser nicht versucht hat, die Tierversuche nach dem Tod mehrerer Vögel zu stoppen

Im Zusammenhang mit den Versuchen Dr. Bizes weist das BVET jegliche Verantwortung von sich. Seiner Ansicht nach ist es Sache der Kantone, Tierversuche zu kontrollieren, die auf deren Gebiet durchgeführt werden. Art. 35 des TSchG ist jedoch zu entnehmen: «*Die Oberaufsicht des Bundes über den Vollzug dieses Gesetzes durch die Kantone obliegt dem Bundesamt für Veterinärwesen.*» In Art. 70 der TSchV heisst es zudem: «*Das Bundesamt sorgt für eine einheitliche Anwendung des Gesetzes und dieser Verordnung durch die Kantone.*»

Wenn sich ein Kanton also nicht an das Gesetz hält, ist das BVET zu einem Einschreiten verpflichtet. Diese gesetzlich vorgeschriebene Pflicht kann es nicht einfach von sich weisen. In Anbetracht der Tatsache, dass das BVET für die Formulierung sowie für Änderungen und Zusätze des Tierschutzgesetzes sowie der entsprechenden Verordnung zuständig ist, muss man sich allerdings fragen, wie wichtig der Bundesbehörde die Anwendung der Gesetzgebung überhaupt ist.



Das vollständige Dossier mit den offiziellen Unterlagen kann auf unserer Website eingesehen oder unter www.lscv.ch/de/pages/tierversuche/bize/pressemitteilung.html bestellt werden.

► Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF)

Ohne Geld keine

Diese Realität ist insbesondere in der öffentlichen Forschung spürbar, die hauptsächlich an Universitäten und Eidgenössisch Technischen Hochschulen betrieben wird. Im Gegensatz zu den Pharmaunternehmen, die für ihre Forschung über beträchtliche Mittel verfügen, sind die meisten Wissenschaftler im öffentlichen Bereich auf die finanzielle Unterstützung öffentlicher Einrichtungen, privater Stiftungen und anderer Geldquellen angewiesen.

Zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung erhält der SNF vom Bundesrat jährlich 500 Millionen Schweizer Franken. Rund 7'000 Forscher werden vom SNF jedes Jahr bei ihren Projekten ganz oder teilweise unterstützt. Geforscht wird unter anderem in so unterschiedlichen Bereichen wie Medizin, Philosophie, Humanwissenschaft und Biologie. Der SNF evaluiert die wissenschaftliche Qualität der eingereichten Projekte und gewährt seine finanzielle Unterstützung unabhängig von der jeweiligen politischen Richtung. Aus diesem Grund wurde er 1952 in Form einer privatrechtlichen Stiftung gegründet.

So funktioniert der SNF

Der **Stiftungsrat** ist das höchste Organ des SNF. Er besteht aus Vertretern von Wissenschaft und Forschung, Bund und Kantonen sowie Wirtschaft und Kultur.

Der **Nationale Forschungsrat** ist das «Expertenorgan» des SNF. Ihm gehören rund hundert Wissenschaftler an, die vorwiegend an Schweizer Hochschulen (FH) tätig sind. Es sind hauptsächlich diese Experten die über Projekte und deren Finanzierung entscheiden.

Der Nationale Forschungsrat besteht aus vier Abteilungen:

Abteilung 1 « Geistes- und Sozialwissenschaften »

Abteilung 2 « Mathematik, Natur- und Ingenieurwissenschaften »

Abteilung 3 « Biologie und Medizin »

Abteilung 4 « Orientierte Forschung »

Der Abteilung 3 «Biologie und Medizin» gehören rund dreissig Mitglieder an. Diese evaluieren die meisten Projekte, die Tierversuche betreffen. Gelder werden für eine ein- bis dreijährige Dauer zugesagt.

Der SNF und Tierversuche

Tierversuche stellen ein heikles Thema dar. Mit Hilfe von zwei Massnahmen sorgt der SNF dafür, dass sich ein Forschungsprojekt, bei dem Tierversuche durchgeführt werden, in der Öffentlichkeit vertreten lässt:

1. Das Interesse von Forschungsprojekten wird von wissenschaftlichen Experten evaluiert - den Mitgliedern der Abteilung 3 des Nationalen Forschungsrates.

2. Wissenschaftler, die vom SNF unterstützt werden, erklären sich schriftlich zur Einhaltung gewisser ethischer Regeln bereit. Diese sind in den **«Ethischen Grundsätzen und Richtlinien für Tierversuche»** der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften (SCNAT) aufgeführt.

«*Die ethische Grundhaltung der Ehrfurcht vor dem Leben verpflichtet den Menschen zum Schutz der Tiere als empfindungsfähige Mitwesen. Diese Ehrfurcht und die Pflicht, Leiden möglichst zu vermeiden, gebieten es, Tierversuche so weit wie möglich einzuschränken.*»



Tierversuche

und weiter: «Darüber hinaus haben Tiere Anspruch auf Respektierung ihrer Würde (...). Der Mensch missbraucht seine Freiheit und wird damit seiner eigenen Würde nicht gerecht, wenn er die dem Tier zuerkannte Würde missachtet.»

Diese ethischen Grundsätze und Richtlinien werden als Beispiel genannt, um die Good Practices der Tierversuche in der Schweiz zu rechtfertigen. So liess der Bundesrat in seiner Antwort vom 9. Juni 2006 auf die Interpellation (06.3126) einer Nationalrätin, welche sich gegen die an der ETH Zürich an Affen vorgenommenen Tierversuche wandte, verlauten:

«Die an Zwerghäfchen vorgenommenen Tierversuche dienten dazu, die Auswirkungen ihrer vorübergehenden Trennung von den Eltern auf die Entwicklung ihres Verhaltens und die physiologischen Parameter in den von der Entwicklung einer Depression betroffenen Gehirnregionen zu untersuchen (...). **Der SNF unterstützt Tierversuche nur, wenn Projekte folgenden Kriterien entsprechen:** (...) **Verpflichtung des Antragsstellers, die ethischen Richtlinien** der Akademie der Medizinischen Wissenschaften und der Akademie der Naturwissenschaften einzuhalten (...).»

Tierversuche lösen also geistig hochstehende Reflexionen aus, bei denen ethische Aspekte und eine «Interessenabwägung» zugunsten der Tiere durchmischt werden. Stirbt ein Tier schliesslich aus wissenschaftlichen Gründen, so liess sich dies trotz aller Bemühungen leider nicht vermeiden.

Für die Tiere handelt es sich bei solchen Erwägungen leider nicht um blosse Theorie. Wie uns bekannt ist, hält sich kein Forscher in der Praxis tatsächlich an die «Ethischen Grundsätze und Richtlinien für Tierversuche». Ganz im Gegenteil - die meisten Wissenschaftler, die den Grundsätzen und Richtlinien unterstellt sind und danach befragt werden, müssen eingestehen, davon keinerlei Kenntnis zu haben. Dies obwohl sie das beim SNF eingereichte Dokument unterschrieben und sich somit zur Einhaltung der Richtlinien verpflichteten.

Die Richtlinien werden also in keiner Weise befolgt. Ganz im Gegenteil - verschiedene Wissenschaftler, die vom SNF für ihre Tierversuche Hunderttausende von Franken erhalten, nehmen kantonale Behörden, welche die geltenden Gesetze im Bereich der Tierversuche anwenden, aufs Heftigste unter Beschuss.

Die «ethischen» Grundsätze, die eine «Interessenabwägung» zugunsten der Tiere

darstellen sollten, entsprechen in keiner Weise der Realität.

So besagt beispielsweise Punkt 3.5.:

«Bestimmte Versuchsanordnungen sind für Tiere voraussichtlich mit derart schwerem Leid verbunden, dass eine Güterabwägung immer zugunsten der Tiere ausfallen wird. Wenn es nicht gelingt, durch Änderung der zu prüfenden Aussage andere, weniger belastende (...) Versuchsanordnungen zu finden, muss auf den Versuch und damit auf den erhofften Erkenntnisgewinn verzichtet werden.»

und unter Punkt 4.12. heisst es:

«Tiere mit genetisch bedingten Krankheiten, Schäden oder Verhaltensstörungen dürfen nur erzeugt werden, wenn ihre Verwendung nach einer sorgfältigen Güterabwägung als nötig erachtet wird (...).»

Am 26. Februar 2008 strahlte das Westschweizer Radio eine Sendung über einen Wissenschaftler aus, welcher der Abteilung 3 des Nationalen Forschungsrates des SNF angehört und Direktor eines Nationalen Forschungsschwerpunktes (NFS) ist. Bei dieser Gelegenheit machte der Forscher, der vom SNF in der Zeitspanne 2005-2009 mit

In einem Schreiben vom 8. Dezember 2006 befragten wir den SNF zur Anwendung der Grundsätze und Richtlinien durch die Wissenschaftler. Wir stellten insbesondere folgende Fragen:

«Nehmen wir an, ein Wissenschaftler befolgt diese Richtlinien nicht. Hat dann der SNF beispielsweise vorgesehen, seine finanzielle Unterstützung einzustellen oder einzuschränken? Wenn ja, sind Ihnen solche Fälle bekannt?»

«Werden die öffentlichen Einrichtungen (Universitäten, ETH usw.), die solche Tierversuche vornehmen, aufgefordert, diese Richtlinien zu befolgen? Wenn ja, wird die finanzielle Unterstützung der verschiedenen NFS unter der ausdrücklichen Bedingung verliehen, dass die Einrichtungen, die über solche Schwerpunkte verfügen, die besagten Richtlinien einhalten?»

«(...) Wie gewährleistet der SNF die Anwendung der Richtlinien? Holt er bei den kantonalen Behörden (Kantonsveterinäre) oder bei den kantonalen Tierschutzkommissionen entsprechende Informationen ein? Wenn dies nicht der Fall ist, über welche Mittel verfügt er dann?»

Der SNF antwortete uns am 16. Januar 2007 (Auszüge):

„(...) Mit ihrer Unterschrift unter diesem Formular erklären die Forscherinnen und Forscher, „die ethischen Grundsätze und Richtlinien für Tierversuche der SAMW und der SCNAT aus dem Jahr 2005 zur Kenntnis genommen zu haben“ und „ihre wissenschaftlichen Versuche den Instruktionen gemäss vorzunehmen“.«

16 Millionen Schweizer Franken unterstützt wird, einige zweifelhafte Aussagen. In einem Livemitschnitt eines Gesprächs mit einem seiner Mitarbeiter, der nicht verstand, «warum eine der Mutationen, die er vornahm, zum Tod der Mäuse geführt hat», liess er verlauten: «Weißt du nicht, in welchem Alter sie krepieren?» Sichtlich gut gelaunt erklärte er anschliessend der Journalistin:

«Genetik ist sehr kompliziert. Bei gewissen Dingen hat man wirklich Mühe, sie zu verstehen (...) Das macht diese Arbeit aber schlussendlich so interessant. Sie ist wie ein Puzzle. Man glaubt, über alle Elemente zu verfügen; dabei versteht man überhaupt nichts. Man nimmt an den Mäusen genetische Veränderungen vor – eine phänomenale Menge von Veränderungen an einer genauen Stelle ihrer Chromosome und dann gibt es Hunderte von Dingen, die man macht und die drastische Auswirkungen haben. Die Mäuse können nicht einmal geboren werden. Andere Veränderungen haben praktisch keine Auswirkungen und man versteht nicht warum. Man möchte gerne verstehen, wie das geht – wirklich! Das wäre ein tolles Papier, eine super Publikation.»

Der SNF verlangt diese Erklärungen seit den Neunzigerjahren (...).

Die Grundsätze und Richtlinien haben keinen obligatorischen Charakter, sondern stellen ethische Empfehlungen dar. Ihre Einhaltung hängt massgeblich vom persönlichen Einsatz der Forscherinnen und Forscher ab.

«(...) Wenn der SNF vernimmt, dass sich von ihm finanziell unterstützte Forscherinnen und Forscher nicht an die Verpflichtungen gehalten haben, wird er die entsprechenden Fälle prüfen. Wenn den ethischen Grundsätzen und Richtlinien zuwidergehandelt wurde, wird er dies als Verletzungen der Bestimmungen betrachten, deren Einhaltung eine Vorbedingung zur Gewährung finanzieller Unterstützung darstellt. Je nach Grad der Verletzung wird der SNF verschiedene Sanktionen aussprechen und sich beispielsweise weigern, weiterhin finanzielle Unterstützung zu leisten (...). **Bis anhin musste der SNF nie solche Sanktionen aussprechen.**»

«(...) Da die finanzielle Unterstützung des SNF direkt an die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler und nicht an die öffentlichen Einrichtungen geht, verpflichtet der SNF Letztere nicht, die Richtlinien der Akademien einzuhalten. Bei den Nationalen Forschungsschwerpunkten (NFS) delegiert der SNF vertraglich gewisse Pflichten und Aufgaben an die Direktorinnen und Direktoren der NFS sowie die Zuständigen der Unterprojekte.»

«(...) Die systematische Kontrolle der Einhaltung ihrer Aufgaben im Alltag fällt jedoch nicht in den Verantwortungsbereich und die Kompetenz des SNF.»

Protokoll der Generalversammlung 2008 der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 12. April 2008 in Thônex, Genf

Eröffnung der Sitzung um 14.00 Uhr

Anwesende Vorstandsmitglieder:

Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vizepräsident), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Präsident), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI, Marina ZUMKELLER (Rechnungsführerin).

Abwesende oder entschuldigte Mitglieder:

Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Traktandenliste

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht 2007 des Präsidenten
3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Statutarische Wahl des Vorstandes für die Periode 2008 bis 2011
6. Wahl eines Rechnungsprüfers
7. Aufnahmen / Austritte
8. Varia

Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Zivilgesetzbuches und der Statuten der Liga bekannt. Da kein schriftlicher Antrag beim Vorstand eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2007 zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

2. Bericht 2007 des Präsidenten

Der Präsident macht einige Ergänzungen zum Tätigkeitsbericht, der in der Märzausgabe 2008 der Zeitung veröffentlicht wurde.

Als erstes dankt er den aktiven Mitgliedern der Liga für die während dem Jahr geleistete Arbeit. Im Verwaltungsbereich fallen für das Sekretariat und die Buchhaltung immer mehr Arbeiten an. Im Kommunikationsbereich

stehen die Herausgabe der Zeitung und die Aktualisierung der Website im Vordergrund. Im Informationsbereich waren die zahlreichen Standaktionen, die das ganze Jahr hindurch auf der Strasse oder im Rahmen von Veranstaltungen durchgeführt wurden, von Bedeutung. Herr Moret dank auch der Treuhandgesellschaft Nef für deren ausgezeichnete Arbeit.

Dank verschiedener grosszügiger Vermächtnisse konnte im Geschäftsjahr 2007 erneut ein Einnahmenüberschuss erzielt werden. Das Durchschnittsalter der Ligamitglieder steigt aber und die Mitgliederzahl ist seit einigen Jahren „natürlicherweise“ rückläufig. Um die Öffentlichkeit über die Aktionen der Liga zu informieren, wurde die Zeitung deshalb in Form eines Mailings mit rund 400'000 Exemplaren verteilt. Im Rahmen des gewohnten Kartenmailings wurden rund 150'000 Haushalte angeschrieben. Die Aktionen stiess auf grosses Interesse, durfte die Liga doch von Juni bis Dezember 2007 über 3'000 neue Mitglieder verzeichnen.

Der Bericht des Präsidenten wird einstimmig angenommen.

3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüferinnen

4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Da zu den beiden Berichten (siehe Bericht 2007 der Rechnungsführerin und Bericht 2007 der Rechnungsprüferinnen) keine Fragen gestellt wurden, schritt der Präsident zur Abstimmung. Die Berichte wurden einstimmig angenommen.

5. Statutarische Wahl des Vorstandes für die Periode 2008 bis 2011

Der Präsident kündigt an, dass im vergangenen Jahr kein Austritt zu verzeichnen war und sich sämtliche Vorstandsmitglieder zur Wiederwahl stellen. Er schlägt eine Abstimmung per Handaufheben vor, was einstimmig angenommen wird.

Als Vorstandsmitglieder mit zwei Unterschriften werden einstimmig gewählt:

Präsident: Maxime MORET

Vizepräsident: Luc FOURNIER

Rechnungsführerin: Marina ZUMKELLER.

Als Vorstandsmitglieder werden einstimmig gewählt:

Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann

KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI.

Der Präsident dankt der Generalversammlung für das mit der Einstimmigkeit ausgedrückte Vertrauen. Er schreitet zum nächsten Traktandum:

6. Wahl eines Rechnungsprüfers

Der Präsident weist darauf hin, dass entgegen der in der Zeitung veröffentlichten Traktandenliste dieses Jahr nur ein Rechnungsprüfer zu wählen ist. Die Versammlung hat die Aufgabe, einen Kandidaten vorzuschlagen. Oscar APPIANI stellt sich für das Amt zur Verfügung und wird einstimmig gewählt.

7. Aufnahmen / Austritte

Der Präsident erklärt, die heute von der Versammlung gewählte Laurianne NICOULIN gehöre dem Vorstand seit Anfang 2007 an. Wie bereits erwähnt, ist kein Austritt zu verzeichnen.

8. Varia

Der Präsident erteilt der Versammlung das Wort:

- Michèle LOISEL dankt der Liga im Namen von SOS Chats Noirague für die Unterstützung im Rahmen ihrer Petition gegen Katzenpelze. Bis anhin wurden 130'000 Unterschriften gesammelt, von denen 110'000 am 6. März bei der Bundeskanzlei in Bern eingereicht wurden. Frau Loisel fügt hinzu, die Unterschriftensammlung gehe weiter. Man wolle rasch noch 20'000 Unterschriften sammeln, um insgesamt 150'000 zu erhalten. Viele Unterschriften kamen aus dem Ausland. Die Medien in Übersee hatten über die Aktion berichtet.

Ein Mitglied möchte wissen, warum sich die Liga nicht mehr ans Fernsehen wendet, damit dieses über Tierversuche berichtet.

- Der Präsident antwortet, die Medien liessen sich im Allgemeinen nur schwerlich für diesen Bereich sensibilisieren. Wenige Journalisten behandelten das Thema und wenn sie darüber berichten, dann meist in Form von Reportagen und Artikeln, in welchen die medizinische Forschung beschönigt wird. Die Leiden der Tiere und die misslungene Verwendung derselben bleiben unerwähnt.

- Suzanne WACHTL berichtet von einem Interview, welches sie kürzlich zum Thema

Gänseleber erteilte. Das Fernsehteam habe einen Teil des Nachmittags bei ihr verbracht, um sie und ihre frei lebenden Enten zu filmen. Schliesslich sei aber nur in einem einzigen Satz davon die Rede gewesen und auch dieser war völlig aus dem Zusammenhang gerissen.

- Oscar APPIANI hat am Westschweizer Radio kürzlich die Sendung «*Impatience*» gehört, in der lobend auf die Haltung der Liga hingewiesen wurde.

- Luc FOURNIER erklärt, vor dem Interview scheine die Journalistin Tierversuchen insbesondere der in der Schweiz praktizierten Art positiv gegenübergestanden zu haben. Als sie im Rahmen der Sendegestaltung aber die Fakten und Beispiele zur Kenntnis nahm, die im Widerspruch zu den Aussagen der Wissenschaftler standen, sei sie diesbezüglich viel kritischer geworden. Dies erkläre, warum unser Standpunkt in der Sendung schliesslich positiv dargestellt worden sei.

Luc FOURNIER wartet mit zwei Neuigkeiten auf:

- Am 27. September findet in der Nähe des Bundesplatzes in Bern eine grosse Veranstaltung statt. In Zusammenarbeit mit der AGSTG und der ATRA führt die SLGV einen Informationstag zum Thema Tierversuche durch. Dabei wird ein grosses Zelt errichtet; es werden Alternativmethoden vorgestellt und Alternativmodelle gezeigt. Vorgesehen sind auch Filmvorführungen und Vorträge. Vor Ort bestehen Verpflegungsmöglichkeiten, die natürlich vegetarischer Art sind. Es ist sehr erfreulich, dass die drei grössten Vereinigungen gegen Tierversuche diese Aktion gemeinsam durchführen. Zwischen den Tierschutzverbänden herrscht im Allgemeinen ein harter Konkurrenzkampf. Die Idee für die gemeinsame Veranstaltung stammt von Andreas Item, dem neuen Leiter der AGSTG. Konkret wurde das Vorhaben

im Rahmen einer Sitzung der drei Parteien, die im November 2007 am Sitz der ATRA in Lugano stattfand. Die Mitglieder werden gebeten, sich das Datum vorzumerken.

Die zweite Neuigkeit betrifft das neue Tierschutzgesetz mit der entsprechenden Verordnung. Die Gesetzgebung wird im Sommer 2008 in Kraft treten. Dank verschiedenen Bestimmungen sind die Versuchstiere insbesondere in Bezug auf ihre Haltung besser geschützt. Die Liga wendet sich systematisch gegen Tierversuche im Rahmen der Ausbildung von Studierenden.

Ein Mitglied ist darüber erstaunt, dass dies derzeit nicht möglich ist. Es ging davon aus, Tierversuche erforderten eine Bewilligung.

- Luc FOURNIER erklärt, bis anhin seien Tierversuche im Rahmen der Ausbildung von Studierenden beispielsweise zum Sezieren keiner Bewilligung unterstellt gewesen, wenn die Tiere vor ihrer Verwendung getötet worden seien. Ab dem Inkrafttreten der neuen Gesetzesbestände sei dies nicht mehr der Fall, so dass man sich endlich gegen solche Versuche stellen könne. Wenn eine kantonale Behörde künftig einen Versuch dieser Art bewillige, obwohl die Liga eine gleichwertige Alternativmethode vorgeschlagen habe, werde sie bei der Bundesbehörde Einspruch erheben. Gleichzeitig werde beim zuständigen Verwaltungsgericht Einspruch erhoben.

Da kein Mitglied mehr das Wort ergreifen möchte und sämtliche Traktanden behandelt wurden, hebt der Präsident die Sitzung um 15.30 Uhr auf und lädt die Anwesenden zu einem kleinen Apéro ein. Er fordert sie auf, sich mit den Petitionen und Klebern auf den Tischen einzudecken.

Bericht 2007 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren

In der Märzausgabe Nr. 19 unserer Zeitung stellten wir Ihnen die Gewinn- und Verlustrechnung der Liga für das Jahr 2007 vor. Falls Sie diese noch nicht einsehen konnten, liegen einige Exemplare der Ausgabe am Eingang auf.

Wir danken François Cochet und der Treuhandgesellschaft MEF für ihre Arbeit. Unser Dank richtet sich auch an Anne Perzoff und Laurianne Nicoulin, die sämtliche Buchungsbelege 2007 der Liga geprüft und diese am 1. März 2008 gutgeheissen haben.

Dank sehr grosszügigen Vermächtnissen und Spenden, den Beiträgen unserer treuen Mitglieder und einem bemerkenswerten ständigen Mitgliederzuwachs war 2007 für uns in jeder Hinsicht ein tolles Jahr. Wir schliessen die Periode mit einem Einnahmenüberschuss von CHF 387'626.51 ab.

Zum Träumen bleibt uns aber keine Zeit. Die Bekämpfung der Vivisektion erfordert beträchtliche Mittel. Für verschiedene Aktionen wurden rund CHF 99'244.15 aufgewendet. In der ganzen Schweiz und insbesondere in Genf setzten wir uns wiederum

gegen das Pelztragen ein. Die entsprechenden Aktionen kamen auf CHF 179'622.45 zu stehen. Sicher haben Sie unsere Plakate, die Dias in den Kinos und Anzeigen in Modezeitschriften bemerkt.

Auch weiterhin setzen wir uns für die Sterilisierung streunender Katzen und für Schweizer Tierheime in Not ein. Noch immer sind zahlreiche Fälle von Aussetzungen und Misshandlungen zu beklagen. Die diesbezüglichen Ausgaben beliefen sich inklusive Tierarztkosten auf CHF 79'211.-.

Immer häufiger gibt es Probleme mit fehlenden oder unleserlichen Adressen sowie fast nicht entzifferbaren Beträgen auf den Einzahlungsscheinen. Damit wir die Beiträge in unserer Buchhaltung und auf den Mitgliederkarten eintragen können, verlieren wir mit Nachforschungen viel Zeit und sogar Geld. Wir wären Ihnen deshalb sehr dankbar, wenn Sie sich diesbezüglich mehr bemühen würden.

Im Namen unserer vierbeinigen Freunde danken wir Ihnen ganz herzlich.

Genf, 14. März 2008

Marina Zumkeller
Rechnungsführerin

Bericht der Rechnungsprüferinnen 2007

Sehr geehrte Damen und Herren

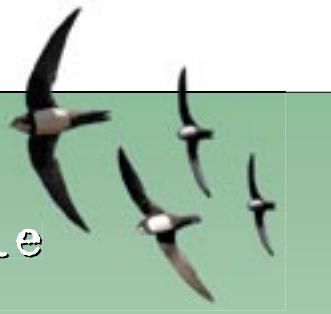
Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2007 abgeschlossene Bilanz sowie die GEWINN- UND VERLUSTRECHNUNG zu prüfen.

Anhand zahlreicher Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der SCHWEIZER LIGA GEGEN VIVISEKTION und für die Rechte des Tieres, 3 Ch. des Arcs-en-Ciel, 1226 THONEX und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Geschäftsjahres 2007 schliesst mit einem Gewinn von CHF 387'626.51 ab.

Die Rechnungsprüferinnen
Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN

Genf, 1. März 2008



Editoriale

Cari Soci,
Care amiche e Cari amici della Lega,

Il presente numero del nostro giornale è principalmente dedicato agli esperimenti praticati su un certo numero di uccelli a Soletta. Quando nell'aprile 2007 abbiamo ricevuto copia della denuncia relativa a questi esperimenti, mai avremmo pensato di scoprire tante negligenze ed incompetenze accumulate in un solo dossier. Si sollevava un problema e ne appariva un altro, e poi ancora un altro... Il caso Bize mette in evidenza pratiche inaccettabili; ci auguriamo che la loro rivelazione al pubblico sarà in grado di suscitare una sana e salutare presa di coscienza. Ci si rende conto che gli ambienti scientifici, che incessantemente si lamentano dei cosiddetti "vincoli legali" che impediscono loro di lavorare, si prendono gioco di noi e di fatto fanno tutto quello che gli pare.

Forse avete già preso visione della nuova ordinanza sulla protezione degli animali che entrerà in vigore il prossimo settembre. A nostro parere questa ordinanza è molto deludente. E quanto alla pratica della sperimentazione animale in Svizzera, non si dovrà contare su questo testo per immaginare che esperimenti come quelli praticati dal Dott. Bize siano aboliti. Un resoconto di questa nuova ordinanza sarà probabilmente pubblicato sul nostro prossimo giornale.

Nel frattempo, vi auguriamo una bella estate e vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Il Comitato

Il rapporto dell'Assemblea generale svoltasi il 12 aprile scorso è pubblicato a pagina 30, come pure la composizione del nuovo Comitato eletto per il periodo 2008-2011.



Abbiamo parlato di un progetto di manifestazione a Berna, che raggruppa la **LSCV**, l'**AGSTG** e l'**ATTRA**. La data è stata fissata al 27 settembre 2008. Ci auguriamo di potervi accogliere numerosi a questa manifestazione. Sarà allestita una grande tenda, che accoglierà diversi stand informativi, dimostrazioni di metodi alternativi ecc. Il programma definitivo sarà pubblicato sul nostro prossimo giornale che uscirà ai primi di settembre.

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Founded in 1883, the LSCV is an association according to Article 60 of the Swiss Civil Code. It pursues the following objectives: Combating with all available means, up to and including legal action, the total abolition of animal experiments, medical, scientific, military, industrial or commercial experiments on living animals (vivisection). Promoting and encouraging financial support for the development of alternative methods to animal experiments.

The financing of the LSCV comes exclusively from donations and legacies. The LSCV does not receive any subsidies from the state or local authorities, which is why it is exempt from taxation. In accordance with Article 19 of its statutes, the LSCV has no commercial purpose and its assets may only be used for the achievement of its objectives.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

PAO e maquette : LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— CCP 12-2745-6

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00 : Permanenza in francese: da lunedì a venerdì.

Permanenza in tedesco: lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

► Comunicato stampa

Vivisezione autorizzata in Svizzera su 100 uccelli di una specie iscritta su lista rossa

«La sperimentazione è severamente controllata in Svizzera. Sono autorizzati dalle autorità solo esperimenti essenziali per la comprensione delle malattie umane o che apportano conoscenze nuove e di importanza fondamentale. Inoltre, commissioni cantonali indipendenti controllano la fondatezza delle domande e l'esecuzione di tali esperimenti».

E' questo generalmente il discorso tenuto nel nostro paese dalle nostre autorità e dagli ambienti scientifici, per rassicurare l'opinione pubblica sulla pratica della sperimentazione animale. Nel dossier pubblicato qui appresso, è possibile prendere visione di una serie di esperimenti svolti da un ricercatore su uccelli selvatici, autorizzati al termine di un iter procedurale cantonale e federale allestito alla meno peggio, ed eseguiti senza il minimo controllo da parte delle autorità, malgrado la morte constatata degli animali. Si rileva tra l'altro :

- **accordo delle autorità cantonali di praticare incisioni nel vivo** (senza anestesia locale né somministrazione di analgesici) su uccellini, con il solo motivo che lo scienziato le aveva «già praticato nel cantone di Vaud senza che sia stato constatato il minimo dolore»;

- **autorizzazione rilasciata da uno scienziato che non possiede la formazione richiesta per dirigere sperimentazioni animali;**

- **accordo delle autorità cantonali di praticare questi esperimenti su rondini a ventre bianco (*apus melba*), specie rigorosamente protetta**, iscritta nell'allegato 2 della convenzione di Berna;



- **sottovalutazione da parte delle autorità cantonali e federali del grado di gravità di tali esperimenti;**

- **domanda di sperimentazione animale volontariamente sottratta, dall'autorità cantonale, all'esame ed al preavviso di una commissione cantonale**, malgrado la procedura prescritta dalla legislazione;



- **esperimento finanziato dal Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica** (FNS), nel più assoluto disprezzo delle regole e direttive etiche che eppure dichiara "obbligatorie" per tutti i ricercatori che ricevono un suo sussidio.

Una volta constatata la morte degli uccelli, in seguito agli esperimenti subiti:

- **nessuna investigazione svolta dall'autorità cantonale per determinare le cause della morte degli uccelli ;**

- **nessuna rimessa in causa delle spiegazioni dello scienziato che lo esonerano da qualsiasi responsabilità per la morte degli uccelli;**

- **nessun intervento delle autorità cantonali per interrompere questi esperimenti malgrado la mortalità constatata !**

Richiamo dei fatti

Due giovani rondoni inanellati e affetti da lesioni tali da far pensare ad un intervento chirurgico, sono rinvenuti, nel luglio 2006, sulla via pubblica nella città di Soletta. Raccolti per essere curati, gli uccellini muoiono qualche giorno dopo.

La veterinaria Christiane Haupt, Presidente dell'associazione tedesca dei rondoni e Clarice Allemann della stazione ornitologica di Oeschenbach (BE) interrogano le autorità di Soletta relativamente agli interventi subiti da questi uccelli o sugli esperimenti praticati su di essi. Non avendo ottenuto una risposta soddisfacente, la Dott.ssa Christiane Haupt scrive al governo di Soletta il 12 marzo 2007 (stralcio):

«Sperimentazioni crudeli su animali che cagionano la morte di un numero sconosciuto di rondoni a ventre bianco (*Apus melba*) nelle nidiate delle colonie di Soletta e Bienna.

Il 26 e 28 luglio 2006, due giovani rondoni di circa 35 giorni, non ancora in grado di volare, sono stati rinvenuti a Soletta. Ogni uccello portava un anello della Stazione ornitologica di Sempach, n° F-52896 e F-52881. Portati nell'ambulatorio di due veterinari, vengono poi affidati alla signora Clarice Allemann che è la nostra partner per tutto quanto si riferisce ai rondoni neri o ai rondoni a ventre bianco.

Su ogni uccello, si potevano osservare ferite a forma di taglio netto, non suturato, sotto le ascelle. I due uccelli si trovavano in stato di totale panico e davano segni di uno stato generale fortemente perturbato. Il primo uccellino è morto il 30 luglio ed il secondo il 2 agosto, dopo un sensibile aggravamento del loro stato.

L'uccello n° F-52881 scongelato è stato sottoposto ad autopsia il 21 febbraio 2007 presso il laboratorio di Stato di Hessen a Giessen (D). Nel fianco sinistro dell'uccello, è stata rinvenuta una compressa contenente un corticosteroide, di dimensioni 5X5X2mm. Questa compressa viene conservata presso il laboratorio e messa a disposizione per analisi farmaceutiche.

Esistono fondati dubbi che autorizzano a pensare che questo esperimento sia contrario alla legge sulla protezione degli animali e che peraltro non presenti alcun interesse da un punto di vista medico o farmaceutico. È inoltre nell'interesse generale sapere se il Dott. Bize è in grado di giustificare la necessità di questi esperimenti. Le spiegazioni contraddittorie dei veterinari cantonali danno al contrario l'impressione che il Dott. Bize abbia agito senza autorizzazione. Poiché usufruisce di un accesso totalmente libero a due colonie di rondoni a ventre bianco nella regione di Soletta e di

Bienna, è plausibile che ricominci a praticare i suoi esperimenti.

Il Dott. Bize svolge esperimenti con rondoni a ventre bianco già da anni. Leggendo le sue pubblicazioni relative agli esperimenti da lui praticati, per esempio quello sulla fame svolto su uccellini di appena 20 giorni, o quelli relativi alla mortalità negli uccelli che sono stati infettati tramite parassiti (2005), balza agli occhi che è cruciale controllare le attività del Dott. Bize.

Ho impartito cure a numerosissimi uccelli selvaggi, segnatamente a circa 400 rondoni neri. Conosco pertanto l'anatomia e la biologia di questi uccelli, ma mai avevo visto esperimenti così assurdi ed irresponsabili come quelli praticati dal Dott. Bize.

Alla lettera della Dott.ssa Haupt era allegata copia del rapporto di autopsia, che indicava la presenza di una «ferita lunga circa 5mm e larga tra 1 e 2 mm, dall'alto verso il basso, ai due lati del petto, nonché sul lato sinistro, sotto il derma, di un oggetto di 5mm di diametro e 2mm di spessore simile ad una compressa, di consistenza dura ma friabile».

Il laboratorio ha stimato che la morte dell'animale fosse dovuta ad una «polmonite purulenta lato sinistro dovuta ad un'infezione da micosi, probabilmente un'aspergillosi. L'infezione ha potuto attecchire tramite l'aria o in seguito alla ferita sul lato sinistro».

La stampa di Soletta fa eco a questi esperimenti

In presenza del mutismo delle autorità, la signora Allemann avverte la stampa. Il Solothurner Zeitung pubblica un articolo il 20 aprile 2007 dal quale si viene a sapere

che questi esperimenti su giovani rondoni sono stati effettivamente autorizzati dall'UVC di Soletta. Questi esperimenti consistevano nell'innestare sotto la pelle degli uccellini, una compressa di corticosterone, un ormone che provoca uno stato di stress nell'animale. Poiché i rondoni erano naturalmente infestati da parassiti, l'esperimento consisteva nel determinare se lo stress favorisce un incremento del parassitaggio dell'animale dovuto ad un indebolimento delle sue difese immunitarie.

Interrogato dalla giornalista, l'UVC giustifica questi esperimenti: «Lo scopo di questi esperimenti consisteva nel determinare gli effetti dello stress sullo sviluppo degli uccelli. Questa sperimentazione era dunque giustificata e non presentava nulla di eccezionale. E da un punto di vista medico, questo intervento non era molto doloroso». L'UVC inoltre finge di rallegrarsi di aver ricevuto la denuncia della Signora Allemann: «Esamineremo le future domande del Dott. Bize più dettagliatamente» dichiara, ricordando che le domande sono sempre state verificate in termini di necessità ed «autorizzate con molte riserve».

Dal canto suo, il Dott. Bize, lo scienziato responsabile degli esperimenti, giustifica l'interesse delle sue ricerche e respinge ogni responsabilità nella morte degli uccellini. Secondo quanto da lui dichiarato, la morte degli animali non è dovuta agli interventi chirurgici bensì alla dose troppo elevata di corticosterone nelle compresse, «contrariamente alle indicazioni del fabbricante».

La LSCV viene a conoscenza degli esperimenti del Dott. Bize

Il 12 aprile 2007 la Signora Allemann ci invia un dossier relativo agli esperimenti svolti dal Dott. Bize. Il 24 aprile ci mettiamo in contatto con il collaboratore dell'UVC che ha autorizzato questi esperimenti. Minimizza l'interesse della denuncia sporta dalla Signora Allemann ma rifiuta di darci ulteriori spiegazioni per via della denuncia in corso. Sapendo che questo cantone non dispone di una commissione cantonale che avrebbe potuto essere stata informata dell'esperimento autorizzato dall'UVC, prendiamo contatto con i cantoni vicini. Tutti ci assicurano di non aver mai esaminato la domanda del Dott. Bize che descriveva interventi chirurgici. Sembra dunque palese che l'UVC e solo lui ha preso la decisione di autorizzare questo esperimento, infrangendo in tal modo la Legge sulla protezione degli animali che lo obbliga a sottoporre una domanda di sperimentazione animale ad una commissione cantonale indipendente dalla sua autorità. Il 25 maggio 2007 scriviamo all'UVC per chiedergli formalmente informazioni relativamente alle procedure amministrative seguite ed all'interesse scientifico degli esperimenti autorizzati.

Il 12 giugno 2007, l'UVC risponde alla nostra lettera per dirci che non ci può dire niente! Una lettera inviata il 20 giugno 2007 all'UVC otterrà una risposta molto simile nel settembre 2007. Dunque, più di un anno dopo gli esperimenti del Dott. Bize, l'amministrazione si ostina a non voler fornire la minima spiegazione che possa giustificare l'autorizzazione di sperimentazione animale rilasciata al Dott. Bize, o garantire che la procedura amministrativa sia conforme alla legislazione vigente. Data la chiara volontà dell'amministrazione di tirare questo dossier per le lunghe per poi seppellirlo più facilmente, è poi la giustizia di Soletta che rifiuta alla Signora Allemann lo statuto di querelante. Per fortuna, una giudice appena nominata riprenderà il dossier. Decidiamo pertanto di avvalerci di un avvocato nel novembre 2007 per mantenere la pressione sulle autorità ed assicurarci che la denuncia della Signora Allemann non sia archiviata come se niente fosse.

2006

CRONOLOGIA

09.05.2006 : Trasmissione da parte del Dott. Bize all'Ufficio veterinario cantonale di Soletta (OVC) di una domanda complementare di sperimentazione animale, per procedere ad un'incisione o alla posa di compresse di corticosterone ad un centinaio di giovani uccelli.

Gli interventi su questi « rondoni a ventre bianco (apus melba) » si svolgeranno senza anestesia né somministrazione di analgesici. Il Dott. Bize si accontenta di affermare che « *stando ad osservazioni preliminari, non vi è alcuna reazione al dolore al momento della posa di una compressa di corticosterone; pertanto l'anestesia non è necessaria per questa procedura* ».

04.07.2006 : L'OVC autorizza questi esperimenti, di gradazione 1 (sofferenza « leggera » per l'animale), malgrado l'assenza di anestesia locale o di somministrazione di analgesici agli uccelli. L'unico onere formulato all'attenzione del Dott. Bize è seguire « *entro sei mesi dal rilascio dell'autorizzazione* » la formazione complementare (Ordinanza del 12 ottobre 1998) che gli consente di essere « responsabile » di un esperimento.

06.07.2006 : L'ufficio veterinario federale (OVF) conferma via fax all'OVC di rinunciare a ricorrere contro l'autorizzazione cantonale. Il Dott. Bize può avviare immediatamente gli esperimenti.

Metà luglio 2006 : Inizio degli interventi chirurgici praticati dal Dott. Bize sui giovani rondoni.

26.07.2006 : Un primo rondone rinvenuto ferito viene portato da un veterinario. Un secondo uccello viene raccolto due giorni dopo. Entrambi gli uccelli si trovano « *in stato di panico* », « *denotano un stato generale molto degradato* ». Sono portati per ricevere cure da Clarice Allemann della stazione ornitologica (Vogelstation) di Oeschenbach (BE). Il primo uccellino è morto il 30 luglio, il secondo il 2 agosto.

12.12.2006 : Cinque mesi (!) dopo gli interventi chirurgici già effettuati su 36 uccelli, il Dott. Bize segue il 12 e 14 dicembre a Zurigo la formazione (LTK Module 2) richiesta dall'OVC.

2007

30.01.2007 : Autorizzazione da parte dell'Ufficio federale dell'ambiente (OFEV) al Dott. Bize di catturare nel nido e inanellare civette allocche e rondoni a ventre bianco fino al 15 febbraio 2008, nei cantoni di Argovia, Berna, Friburgo, Soletta e Vaud.

10.02.2007 : Trasmissione del formulario C (rapporto intermedio annuo) all'OVC da parte del Dott. Bize che attesta che 4 dei 36 uccelli

operati sono morti. Accusa il laboratorio americano « Innovative Research of America » di avergli fornito « *compresse sovradosate* », responsabili della morte degli uccelli. Annuncia di voler ripetere gli esperimenti nel corso dell'estate 2007 « *su un numero di uccellini meno importante. (...) Mi metterò in contatto con il servizio veterinario prima di procedere alle prime pose di compresse nel 2007 affinché i vostri servizi possano approvare i miei metodi* ».

12.03.2007 : La Dott.ssa Christiane Haupt Presidente dell'associazione tedesca per i rondoni (Deutsche Gesellschaft für Mauersegler e.V.) scrive al governo di Soletta. Detta lettera attesta che il Dott. Bize procede ad esperimenti su rondoni che hanno provocato la morte di alcuni di essi. Sono stati inoltre allegati alla lettera: delle foto degli uccelli morti nonché una copia del rapporto dell'autopsia effettuata il 21.02.2007 dal laboratorio di Stato di Hessen (D) su un rondone morto. Il rapporto cita la presenza di una lesione dovuta alla posa di una compressa ed attribuisce la morte dell'animale ad una « *polmonite purulenta sul lato sinistro, dovuta ad un'infezione da micosi, probabilmente un' aspergillosi. L'infezione è stata probabilmente contratta attraverso l'aria o in seguito ad una lesione sul lato sinistro* ».

23.03.2007 : La signora Allemann sparge denuncia contro il Dott. Bize presso la giustizia di Soletta per motivi di crudeltà verso animali ed esperimenti assurdi ed inutili. Inoltre, mette per iscritto: « *Se è stata rilasciata un'autorizzazione per gli esperimenti, che stipula l'utilità, lo scopo ed il modo di procedere e che è assolutamente conforme al procedimento realmente attuato, la presente denuncia è diretta anche contro l'autorità in questione* ».

27.03.2007 : Lettera della Signora Allemann all'OVC. Trasmette il rapporto di autopsia al laboratorio di Stato di Hessen e solleva l'interrogativo sulla legalità degli esperimenti del Dott. Bize nonché sul motivo per cui l'OVC ha vietato ai veterinari di affidarle gli uccelli feriti.

12.04.2007 : La LSCV riceve la denuncia sporta dalla Signora Allemann contro gli esperimenti del Dott. Bize e la copia degli scambi di corrispondenza infruttuosi con l'OVC.

24.04.2007 : La LSCV si mette in contatto con l'OVC per ottenere informazioni sugli esperimenti denunciati. L'OVC minimizza le accuse della Signora Allemann ed invia un articolo pubblicato il 20.04.2007 sul giornale « *Solothurner Zeitung* ». L'articolo riferisce le accuse mosse dalla Signora Allemann, contestate dall'OVC, dal Dott. Bize e dalla stazione ornitologica di Sempach.

24.04.2007 : Registrazione del formulario C del Dott. Bize da parte dell'OVC. Il formulario è autenticato e trasmesso il giorno stesso all'OVF. Gli esperimenti sono classificati in gradazione 2, malgrado la morte dichiarata di 4 dei 36 uccelli operati.

30.04.2007 : Dopo lettura del dossier, dell'articolo del Solothurner Zeitung e dopo qualche ricerca, riprendiamo contatto con l'OVC che ci orienta verso il portavoce del governo di Soletta. Alla lucidità risposte evasive o poco credibili, nutriamo dubbi quanto alla legalità della procedura d'autorizzazione che ha consentito al Dott. Bize di effettuare le sperimentazioni animali per le quali aveva sollecitato l'autorizzazione.

25.05.2007 : Invio da parte della LSCV di una lettera all'OVC, in cui chiediamo precisazioni relativamente agli esperimenti svolti dal Dott. Bize e la conferma dell'osservanza delle procedure d'autorizzazione legali da parte dell'OVC.

12.06.2007 : La LSCV riceve risposte lacunari dell'OVC alla nostra lettera del 25.05.2007. Diventa sempre più chiaro che l'autorizzazione rilasciata dall'OVC non è conforme alla Legge sulla protezione degli animali (LPDA), segnatamente l'art.18 che obbliga l'OVC a sottoporre le domande di sperimentazioni animali al preavviso di una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali, indipendente dall'autorità.

13.06.2007 : E-mail della Signora Allemann alla LSCV, preoccupata che la polizia cantonale di Soletta non abbia ancora trattato la denuncia da lei sporta. « *La Signora Haupt ha cercato più volte di mettersi in contatto con la procura generale di Soletta per conoscere il seguito dato alla sua denuncia, ma in vano. Ci scontriamo ad un muro* »

13.06.2007 : Audizione dell'OVC, da parte della polizia di Soletta relativamente agli esperimenti svolti dal Dott. Bize.

20.06.2007 : Lettera della LSCV all'OVF, in cui chiediamo informazioni sull'autorizzazione (di sperimentazione animale) rilasciata al Dott. Bize dall'OVC. Chiediamo inoltre se gli esperimenti del Dott. Bize sono controllati dall'autorità o da una commissione cantonale.

17.08.2007 : Audizione del Dott. Bize da parte della polizia di Yverdon-les-Bains in seguito ad una commissione rogatoria intercantonale chiesta dalle autorità del Cantone di Soletta.

25.09.2007 : Risposta dell'OVF alla nostra lettera. L'OVF respinge ogni responsabilità e rifiuta di rispondere alla maggior parte delle nostre domande.

Esperimenti veramente utili ?

24.10.2007 : Chiamata della Signora Allemann alla LSCV. La procura generale di Soletta le rifiuta l'accesso al fascicolo e contesta il fatto che abbia sporto denuncia. Nuovo intervento della Signora Allemann lo stesso giorno: il fascicolo è trasmesso ad un altro giudice di Soletta.

21.11.2007 : Incarichiamo un avvocato di Soletta di seguire il dossier e di accertarsi che non finisca in un cassetto. Il nostro avvocato rappresenta inoltre, per procura, la Signora Allemann e la Dott.ssa Haupt nell'inchiesta penale.

31.12.2007 : Richiesta di informazioni da parte della LSCV presso il Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica (FNS), relativamente al finanziamento concesso al Dott. Bize per i suoi esperimenti.

2008

11.01.2008 : L'FNS conferma l'importo di CHF 61'000.— concesso dallo 01.09.2005 al 31.08.2007 dal Consiglio nazionale della ricerca al Dott. Bize per gli esperimenti sui rondini.

31.01.2008 : In seguito ad un colloquio con l'OVC, il nostro avvocato riceve la conferma orale che le autorizzazioni di cui usufruisce attualmente il Dott. Bize sarebbero state sospese e che non saranno autorizzati altri esperimenti sui rondini a ventre bianco.

01.02.2008 : Il nostro avvocato ci informa che è stata aperta un'inchiesta penale contro il Dott. Bize ed eventuali co-autori per crudeltà verso gli animali per negligenza; una decisione di messa in stato d'accusa è dunque prevista entro breve termine.

06.02.2008 : L'OVC scrive al nostro avvocato che il Dott. Bize non ha proceduto ad alcun esperimento nel 2007. « *I resoconti degli esperimenti del Dott. Bize nel 2006 ci avrebbero condotto, a prescindere dall'intervento della Signora Allemann alla fine del 2006, a non autorizzare il Dott. Bize a procedere ad ulteriori esperimenti senza presentazione di una richiesta supplementare* » precisa l'OVC. Ciò è in contraddizione con il formulario C in cui il Dott. Bize scrive il 10.02.2007 all'OVC « *Durante l'estate 2007 ripeterò questo esperimento su un numero meno importante di uccellini (6-8 in ogni gruppo). Mi metterò in contatto con l'ufficio veterinario prima di procedere alle prime pose di compresse nel 2007 affinché i vostri servizi possano approvare i miei metodi* ». ■

Dunque, contrariamente alle affermazioni dell'OVC, non si prevedeva né si contemplava l'eventualità di vietare il proseguimento degli esperimenti del Dott. Bize, anche quando la mortalità degli uccelli era nota e resa pubblica. Rileggendo i rapporti di audizione predisposti dalla polizia, i rapporti del Dott. Bize o dell'OVC, ci rendiamo conto che non è stato fatto il minimo controllo degli esperimenti, nè è stata svolta la minima investigazione per determinare le cause di mortalità da parte dell'OVC, che si è accontentato delle spiegazioni poco credibili dello scienziato.

Maggio 2008 : La Procura di Soletta prosegue l'istruttoria e siamo sempre in attesa della sua decisione.

I rondoni a ventre bianco, come peraltro la maggior parte degli animali selvaggi, sono portatori di parassiti. Nel caso dei rondoni, il parassitaggio è dovuto principalmente ad una mosca. Per giustificare il suo esperimento, che consisteva nell'inserire compresse di corticosterone (ormone dello stress), nel vivo, sotto la pelle di alcune decine di uccellini, il Dott. Bize scriveva il 9 maggio 2006 all'Ufficio veterinario cantonale quanto segue:

« *Il rondone è naturalmente fortemente infestato da una mosca pungitrice-succhiatrice di sangue della famiglia degli ippoboscidi. Studi precedenti hanno dimostrato che questo ectoparassita modifica la crescita (J Anim Ecol 2003) e la sopravvivenza (Funct Ecol 2005) dei giovani rondoni nonché la riproduzione degli adulti (J Anim Ecol 2004). Desidero studiare l'effetto dello stress sulla risposta immunitaria dei giovani e sulla loro capacità di resistere ai parassiti. Studi medici hanno dimostrato che lo stress indebolisce la risposta immunitaria e pertanto aumenta la vulnerabilità alle malattie ed ai parassiti.*

Come afferma lo stesso Dott. Bize, e che noi confermiamo, numerosi esperimenti e studi scientifici hanno già dimostrato che « *lo stress indebolisce la risposta immunitaria* ». Questo dato non è stato accertato soltanto sugli uccelli, ma sulla maggior parte dei vertebrati oggetto di studio. Dunque, quando il Dott. Bize dice:

« *Prevediamo che i giovani che hanno ricevuto l'innesto di corticosterone avranno una crescita ridotta, una risposta immunitaria più debole e dunque un più forte carico parassitario rispetto ai giovani « placebo »* », c'è veramente da chiedersi come è riuscito, con un'ipotesi chiara come il sole, ad ottenere il finanziamento dei suoi esperimenti presso il Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica.

Esiste un interesse vitale a conoscere con precisione l'impatto dello stress sullo sviluppo dei rondoni?

Trattandosi di un animale selvaggio, per di più severamente tutelato, in che modo questo esperimento potrebbe

« *fornire informazioni importanti per la biologia della preservazione della natura* »? Si tratta di prevedere una vasta campagna di antiparassitaggio per tutti i rondoni che nidificano o sorvolano la Svizzera? Un obiettivo scientifico così poco pertinente giustifica che si operino animali nel vivo, senza la minima anestesia né somministrazione di analgesici?

Dobbiamo aspettarci di vedere prossimamente biologi ripetere questi stessi esperimenti su piccioni, merli, cincie, passeri, per il solo fatto che non è ancora stato fatto?

Per di più, consultando la pubblicazione di questi esperimenti (Am Nat. 2008 Jan;171(1):107-18), si legge che il Dott. Bize si è reso conto che i parassiti hanno evitato gli uccelli in cattive condizioni. La risposta immunitaria indebolita non ha aumentato la vulnerabilità ai parassiti, poiché questi ultimi hanno scelto uccellini le cui condizioni hanno consentito loro di prelevare risorse sanguigne adeguate. ■

La vocazione della scienza è veramente quella di dare il via ad esperimenti completamente inutili ?



Errori, menzogne o omissioni

Non è difficile dire tutto quello che passa per la testa quando è poco probabile che siano resi pubblici i documenti in grado di contraddirre quanto si afferma. Se non avessimo avuto accesso a diversi documenti confidenziali, saremmo rimasti all'oscuro degli errori, menzogne o omissioni volontarie delle autorità cantonali e federali. L'elenco delle inadempienze attribuite alle autorità è costernante. Eccone alcune:

Ufficio veterinario cantonale

1. Accordo per praticare incisioni nel vivo (senza anestesia né somministrazione di analgesici) su uccellini, per introdurre sotto la pelle delle compresse di corticosterone

Nell'articolo del Solothurner Zeitung pubblicato il 20 aprile 2007, relativamente agli esperimenti svolti dal Dott. Bize all'origine della morte degli uccelli, l'UVC dichiara:

« Lo scopo di tale esperimento era di conoscere gli effetti sullo sviluppo degli uccelli in seguito allo stress subito ». Questo esperimento era pertanto giustificato e non presentava nulla di eccezionale. « Esperimenti simili erano stati praticati su altre specie di uccelli. Da un punto di vista medico, questo intervento non comportava grandi sofferenze ».

Un esperimento che comporta l'incisione nel vivo su un animale senza anestesia si chiama vivisezione. Questa pratica è assolutamente eccezionale in Svizzera, in quanto l'anestesia degli animali è quasi un obbligo legale (art.11 LPDA) difficilmente evitabile nell'ambito degli interventi chirurgici (art.16 LPDA, comma 2). A quanto pare, questo non vale per Soletta, poiché per ottenere l'autorizzazione di operare animali senza anestesia, è bastato che il Dr Bize lo annunciasse all'UVC:

« da osservazioni preliminari risulta che non vi è reazione al dolore al momento della posa della compressa di corticosterone, sicché questa procedura non necessita anestesia ».

Nello stesso articolo, in risposta alla denuncia sporta contro il Dott. Bize, la veterinaria cantonale di Soletta dichiara poi :

« Esamineremo le future domande più dettagliatamente », pur ritenendo che a tutt'oggi le domande sono sempre state

verificate dal punto di vista della loro necessità. « Le autorizzazioni sono state rilasciate con molta riserva ».

I documenti consultabili nella cronologia stanno invece a dimostrare che non è mai stata emessa la minima riserva nei confronti degli esperimenti del Dott. Bize.

2. Autorizzazione rilasciata ad un ricercatore che non ha la formazione richiesta per dirigere sperimentazioni animali

Per essere responsabili di un esperimento, occorre che la formazione del ricercatore soddisfi i requisiti dell'art. 59d dell'OPAn. Se talvolta accade che certi cantoni autorizzino uno scienziato a praticare un esperimento allorchè non possiede la formazione richiesta, ciò avviene a condizione che sia prevista una supervisione da parte di uno scienziato la cui formazione risponde ai requisiti legali. In un laboratorio, è relativamente facile garantire che uno sperimentatore sia correttamente inquadrato.

Per quali motivi l'UVC ha autorizzato il Dott. Bize ad iniziare gli esperimenti prima di avere la formazione richiesta dall'OPAn? Mistero. Ma il fatto che sia stato autorizzato ad intervenire da solo, in piena natura, senza il minimo controllo, è assolutamente sbalorditivo. L'UVC si è almeno accorto che il Dott. Bize avesse le competenze necessarie per operare animali, per esempio controllando i suoi primi interventi? No. Nessun collaboratore dell'UVC ha ritenuto utile uscire dal suo ufficio per assistere anche al più piccolo esperimento praticato su questi uccelli.

E cosa pensare della decisione dell'UVC che ha consentito al Dott. Bize di seguire la

formazione richiesta 5 mesi dopo aver svolto gli esperimenti previsti, allorchè aveva già operato 36 uccelli?

3. Sottovalutazione del grado di gravità degli esperimenti del Dott. Bize

Come ha proceduto l'OVC per valutare in « gradazione 1 » un esperimento che consiste nell'incidere nel vivo un centinaio di animali? Eppure questa gradazione comprende soltanto « Interventi e manipolazioni che provocano negli animali una sofferenza leggera e di breve durata ». Gli esperimenti sono classificati secondo una gradazione da 0 a 3 (il grado 3 comprende gli esperimenti che possono causare la morte dell'animale): l'UVC ha volutamente sottovalutato questo esperimento per evitare di procedere ad un esame troppo approfondito del dossier? È un fatto risaputo che per far fronte alla mole di domande di sperimentazioni animali presentate in Svizzera, la maggior parte delle autorità cantonali non esaminano seriamente le domande in gradazione 1, ma si concentrano sulle domande in gradazione 2 o 3, più dolorose per l'animale e soprattutto meno numerose. Comunque sia, classificando la domanda del Dott. Bize in gradazione 1, l'UVC dimostra chiaramente che che nessuno in seno all'UVF ha seriamente controllato la validità dell'autorizzazione.

Ma quello che più sconvolge è che, alla consegna del rapporto C all'UVC il 10 febbraio 2007, in cui il Dott. Bize annuncia la morte di animali a seguito degli interventi da lui praticati, l'UVC persiste nel sottovalutare questi esperimenti classificandoli in gradazione 2, prima di trasmettere questo rapporto all'UVF.

4. Domanda di sperimentazione animale volontariamente sottratta all'esame ed al preavviso di una commissione cantonale

Ogni cantone che autorizza esperimenti sugli animali ha l'obbligo di creare una commissione, indipendente dall'autorità cantonale, che deve dare un preavviso



volontarie delle autorità

per ogni nuova domanda o per domande complementari di sperimentazioni animali. Non si tratta di una misura « lasciata alla discrezione di ciascuno » bensì di un obbligo legale prescritto dall'art.18 della LPDA e dall'art.62 dell'OPAn.

Il fatto che l'UVC abbia volutamente sottratto questa domanda all'esame di una commissione indipendente è inaccettabile, in quanto non si tratta di un errore amministrativo dovuto all'incompetenza di questo ufficio, bensì di un'azione deliberata. È peraltro più che increscioso che l'UVC non abbia mai avuto il coraggio di riconoscerlo ed anzi abbia cercato di negarlo più volte.

5. Assenza di investigazione per determinare le cause della morte degli uccelli

Due rondoni rinvenuti feriti il 26 e 28 luglio 2006 sono stati trasportati in una stazione ornitologica dove sono morti qualche giorno dopo. Pur essendone stato informato, l'UVC non ha svolto alcuna investigazione né chiesto di vedere i cadaveri. È la stazione che decide di inviare 7 mesi dopo, uno dei cadaveri congelati in Germania per autopsia. L'analisi rivela la presenza di un « *corpo estraneo* » (la compressa di corticosterone), ma attribuisce la morte dell'animale ad un'infezione eventualmente successiva all'intervento. Il Dott. Bize sostiene dal canto suo che la morte degli animali è dovuta al sovradosaggio delle compresse di corticosterone.

L'UVC chiede di recuperare il « *corpo estraneo* » di cui gli viene detto che è « *conservato in laboratorio* » e che « *è a disposizione per analisi farmaceutiche* » ? No.

L'UVC chiede di recuperare le analisi del sangue (che mettono in evidenza un alto tasso di corticosterone) che il Dott. Bize sostiene di aver fatto esaminare dalla stazione ornitologica di Sempach ? No.

Una volta informato che degli uccelli sono stati trovati feriti sulla via pubblica, l'UVC si reca sui luoghi dell'esperimento per rendersi conto se altri uccelli sono nello stesso stato ? No.

Nella nostra lettera indirizzata all'UVC il 25 maggio 2007, abbiamo manifestato la nostra sorpresa di fronte al divieto imposto ai veterinari di raccogliere e curare i rondoni feriti. Abbiamo tra l'altro detto:

« *Raccogliere e curare questi animali non rientra soltanto nella normale protezione degli animali, bensì presenta anche l'interesse di poter valutare scientificamente l'impatto degli esperimenti del Dott. Bize sugli animali. E' risaputo che gli effetti attesi sugli animali, quali descritti dagli scienziati, non sempre corrispondono alla realtà. Talvolta per ignoranza ma anche per omissione volontaria intesa ad agevolare il rilascio di un'autorizzazione. Pertanto, valutare l'effetto reale delle manipolazioni sugli animali in corso di esperimento può consentire all'autorità cantonale di intervenire tempestivamente imponendo oneri supplementari, se non addirittura esigendo l'interruzione dell'esperimento».*

Non possiamo che constatare che l'autorità cantonale non ha proceduto al minimo controllo di esperimento. Eppure, non solo quest'ultimo è prescritto dalla legge, ma per di più sarebbe stato facile per l'amministrazione allestirlo: quando si operano nel vivo degli uccelli nel nido, incapaci di volare e per di più inanellati, è abbastanza semplice fare un conteggio degli uccelli qualche giorno dopo gli interventi chirurgici. E questo per assicurarsi dell'assenza di mortalità, ben inteso, ma soprattutto per verificare se le operazioni sono veramente prive di effetti negativi per gli animali. Pertanto, a causa dell'assenza di controllo da parte dell'autorità, è impossibile verificare se la dichiarazione del Dott. Bize relativamente a 4 animali morti (due trovati sulla via pubblica, gli altri due morti nel nido) corrisponde alla realtà. Altri animali morti avrebbero potuto essere facilmente eliminati.

6. Nessun intervento per interrompere questi esperimenti malgrado la mortalità accertata!

Nell'articolo del Solothurner Zeitung del 20 aprile 2007, si poteva leggere:



« *L'estate prossima, nessun rondone subirà sperimentazioni. Stando alla veterinaria cantonale, non è stata rilasciata alcuna autorizzazione* ».

L'UVC ha inoltre confermato per iscritto al nostro avvocato in data 6 febbraio 2008 :

« *Sono lieti di confermarLe che dal 2006 NESSUN esperimento è stato praticato su rondoni a Soletta. Nessun esperimento è stato sospeso in quanto o non vi era l'autorizzazione o non vi erano altri esperimenti in corso. I resoconti degli esperimenti del Dott. Bize nel 2006 ci avrebbero condotto, a prescindere dall'intervento della Signora Allemann alla fine del 2006, a non autorizzare il Dott. Bize a procedere ad ulteriori esperimenti senza presentazione di una richiesta supplementare* ».

Il problema è che diversi documenti contraddicono le dichiarazioni dell'UVC :

La domanda di sperimentazione animale del Dott. Bize, trasmessa all'UVC il 9 maggio 2006, indica l'utilizzazione di 50 coppie (100 uccelli) per 2 anni. Il punto 5.1 della domanda è alquanto esplicito: « *In un nido, un giovane riceverà una compressa di corticosterone mentre l'altro riceverà una compressa placebo. Si prevede di effettuare questo studio su circa 25 nidiate all'anno* ».

L'autorizzazione rilasciata dall'UVC precisa inoltre che lo studio può essere portato avanti fino a luglio 2008.

Poiché il Dott. Bize ha dichiarato l'utilizzazione di 36 uccelli (18 coppie) nel 2006, ciò significa che era ancora in possesso di un'autorizzazione che gli consentiva di operare 64 uccelli (32 coppie) nel 2007 e nel 2008.

Dunque, come può l'UVC sostenere che « *Nessun esperimento è stato sospeso in quanto o non vi era l'autorizzazione o non vi erano altri esperimenti in corso* » ?

Per di più, quando il Dott. Bize trasmette il suo rapporto C il 10 febbraio 2007 all'UVC, scrive: « *Durante l'estate 2007 ripeterò l'esperimento su un numero di uccellini meno importante (6-8 uccellini in ogni gruppo) (...). Conformemente alle nostre precedenti mail, mi metterò in contatto con il servizio veterinario prima di procedere ai primi innesti nel 2007 affinchè i vostri servizi possano autorizzare i miei metodi* ».

L'articolo del Solothurner Zeitung del 20 aprile 2007 scrive inoltre:

« *Per lui (n.d.l.r. il Dott. Bize), è chiaro che intende abbandonare questi esperimenti* ».

Quello che è chiaro è che nell'aprile 2007, 9 mesi dopo i primi esperimenti del Dott. Bize, l'UVC non ha preso alcun provvedimento per sospendere l'autorizzazione rilasciatagli. E contrariamente a quanto affermato dall'UVC,

sono la denuncia sporta e la pressione mantenuta ad aver consentito l'interruzione «naturale» di questo esperimento. Infatti, stando alle nostre informazioni, a tutt'oggi l'UVC non ha intimato al Dott. Bize alcun divieto di praticare nuovi interventi chirurgici su animali!

Ufficio federale di veterinaria

1. Assenza di intervento in materia di gradazione sottovalutata degli esperimenti

Per quale motivo l'UVF non è intervenuto presso il cantone di Soletta per rivalutare la gradazione degli esperimenti ed imporre un controllo severo su questi ultimi?

L'autorizzazione rilasciata il 4 luglio 2006, è sicuramente arrivata il 5 o 6 luglio all'UVF. Il fatto che già il 6 luglio, l'UVF abbia risposto per fax all'UVC dichiarando di non voler ricorrere contro l'autorizzazione rilasciata, sembra indicare che l'UVF ha trattato la richiesta del Dott. Bize in fretta e furia senza prenderne realmente visione.

2. Assenza di intervento nei confronti del cantone di Soletta, che non ha preso alcun provvedimento per interrompere gli esperimenti malgrado il decesso di diversi animali

In tutta questa vicenda, l'UVF cerca di scaricare ogni responsabilità adducendo come pretesto che sono i cantoni ad avere l'obbligo di controllare la pratica della sperimentazione animale svolta sul loro territorio. Ci teniamo dunque a fargli presente l'art.35 della LPDA che precisa: «L'UVF esercita l'alta vigilanza della Confederazione sull'esecuzione della presente legge da parte dei Cantoni». E l'art.70 dell'OPAn: «L'UVF provvede per un'esecuzione uniforme della presente ordinanza da parte dei Cantoni».

Pertanto, quando un cantone non rispetta la legge, dà prova di cattiva volontà o negligenza nell'applicazione di quest'ultima, l'UVF ha l'obbligo di intervenire, come previsto dalla legge.

E se l'UVF a sua volta dà prova di cattiva volontà o di negligenza nell'applicazione della legge, la sua responsabilità è chiamata in causa.

E sapendo che è proprio l'UVF che è all'origine della stesura, delle modifiche ed addenda della Legge e dell'Ordinanza sulla protezione degli animali, c'è veramente da chiedersi se abbia la reale volontà di far applicare la legislazione vigente.



Il dossier completo, compresa la messa on-line dei documenti ufficiali, è consultabile sul nostro sito www.lscv.ch/it/pages/sperimentazione/bize/comunicato.html

► Il Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS)

Senza soldi, nessuna sperimentazione

Questa realtà si fa particolarmente sentire nella ricerca pubblica, praticata principalmente nelle Università e Scuole politecniche federali. Diversamente delle ditte farmaceutiche che dispongono di cospicui mezzi per svolgere ricerche, i numerosissimi scienziati che operano nel settore pubblico corrono dietro ai sussidi concessi da enti pubblici, fondazioni private ed altre fonti di finanziamento.

Per incoraggiare la ricerca, il Consiglio federale attribuisce ogni anno CHF 500 milioni all'FNS con il mandato di sostenere progetti scientifici. Circa 7000 scienziati ottengono ogni anno dall'FNS il finanziamento integrale o parziale delle loro ricerche, che coinvolgono la maggior parte dei campi di ricerca tra medicina, filosofia, scienze umane, biologia, ecc. L'FNS valuta la qualità scientifica dei progetti che gli vengono sottoposti ed attribuisce i sussidi nella più totale indipendenza dai poteri pubblici, motivo per cui è stato istituito nel 1952 sotto forma di fondazione di diritto privato.

Funzionamento dell'FNS

Il Consiglio di fondazione è l'organo supremo dell'FNS. Raggruppa rappresentanti degli ambienti scientifici ed economici della Confederazione e dei cantoni.

Il Consiglio nazionale della ricerca è l'organo «esperto» dell'FNS. È composto da un centinaio di scienziati che operano per lo più nelle alte scuole svizzere. Sono soprattutto questi esperti a decidere quali progetti sostenere nonché l'importanza dei finanziamenti.

Il Consiglio nazionale è strutturato in 4 divisioni:

Divisione 1 «Scienze umane e sociali»

Divisione 2 «Matematica, scienze naturali ed ingegneristiche»

Divisione 3 «Biologia e medicina»

Divisione 4 «Ricerca orientata»

La divisione 3 «Biologia e medicina» è composta da una trentina di membri, chiamati a valutare la maggior parte dei progetti di sperimentazioni animali. I sussidi sono concessi per una durata compresa tra uno e tre anni.

L'FNS e la sperimentazione animale

La sperimentazione animale è un argomento sensibile per l'opinione pubblica. Per assicurarsi che un progetto di ricerca che coinvolge animali sia difendibile agli occhi di quest'ultima, l'FNS dichiara di riferirsi a due principi:

1. L'interesse dei progetti di ricerca è valutato da esperti scientifici: i membri della divisione 3 del Consiglio nazionale della ricerca.

2. Gli scienziati che ottengono un sussidio dall'FNS si impegnano per iscritto ad osservare le regole etiche enunciate nei «**Principi di etica e direttive per la sperimentazione animale**», emanati dall'Accademia Svizzera delle Scienze Mediche (ASSM) e l'Accademia Svizzera delle Scienze Naturali (SCNAT).



Detti principi e regole richiamano tra l'altro agli scienziati:

«*L'atteggiamento etico fondamentale del rispetto della vita impone all'essere umano di tutelare gli animali, che come lui sono esseri dotati di sensibilità. Tale rispetto, nonché il dovere di evitare il più possibile la sofferenza, impongono di ridurre, il più possibile, la sperimentazione animale.*

animale è possibile

Nonchè: «*Gli animali hanno inoltre diritto al rispetto della loro dignità (...). L'essere umano abusa della propria libertà ed offende la propria dignità se non ha riguardo per la dignità dell'animale*».

Tali principi e regole etiche sono addotti per giustificare la buona prassi della sperimentazione in Svizzera. Il Consiglio federale, nella sua risposta del 9 giugno 2006 all'interpellanza (06.3126) di una deputata del Consiglio nazionale che contestava certi esperimenti su scimmie praticati presso l'EPFZ:

«Lo scopo della sperimentazione sui piccoli uistiti era studiare gli effetti della loro separazione temporanea dai genitori sull'evoluzione del loro comportamento e su certi parametri fisiologici nelle zone cerebrali coinvolte dallo sviluppo di una depressione (...). L'FNS concede sussidi di ricerca per sperimentazioni animali soltanto a progetti che soddisfano i seguenti requisiti: (...) obbligo del richiedente di osservare le direttive di etica dell'Accademia svizzera delle scienze mediche e dell'Accademia svizzera delle scienze naturali (...).».

Ci si potrebbe sentire rassicurati sapendo che un esperimento sugli animali comporta una profonda riflessione, che prende in conto etica e valutazione degli interessi in gioco "sempre" a favore dell'animale e che in fin dei conti, se un animale muore per la scienza, è perchè, malgrado tutti i nostri sforzi, non si poteva fare altrimenti.

Purtroppo per gli animali, tutto questo è solo teoria. Per quanto ne sappiamo, nella pratica, nessuno scienziato applica questi «Principi di etica e direttive per la sperimentazione animale».

Peggio ancora: la maggior parte degli scienziati soggetti a tali direttive ed interrogati in merito, dichiarano di ignorarne l'esistenza, e ciò malgrado abbiano certificato, con la loro firma apposta sui documenti trasmessi all'FNS, di impegnarsi ad osservarle.

Non solo queste direttive non sono seguite ma la semplice attuazione da parte delle autorità cantonali della legislazione vigente che disciplina la pratica della sperimentazione animale, è oggetto di vive critiche da parte di alcuni degli scienziati che pur ricevono centinaia di migliaia di franchi dall'FNS per svolgere i loro esperimenti.

Quanto alle regole «etiche», chiamate a prendere in conto gli interessi in gioco «in

favore » dell'animale, sono semplicemente avulse dalla realtà.

Per esempio, allorchè il punto 3.5 dichiara: «*Talune situazioni sperimentalì potrebbero verosimilmente causare dolori talmente violenti nell'animale che si deciderà sempre a favore di quest'ultimo. Quando non è possibile modificare l'esperimento ricorrendo ad una diversa impostazione, che comporta meno sofferenze (...), vi si deve rinunciare, come pure all'ambita acquisizione di nuove conoscenze*»; ed il punto 4.12:

«La produzione di animali affetti da malattia, infermità o turbe comportamentali di origine genetica è ammissibile soltanto a condizione che si soppesino attentamente gli interessi e che se ne concluda la necessità (...).»;

la trasmissione della Radio Suisse Romande, dedicata il 26 febbraio 2008 ad uno scienziato - membro della divisione 3 del Consiglio nazionale dell'FNS e direttore di un Polo di ricerca nazionale (PRN) al quale l'FNS dichiara di attribuire CHF 16 milioni per il periodo 2005 - 2009 - lascia perplessi:

Avevamo interrogato l'FNS, in una lettera dell'8 dicembre 2006, sull'applicazione di questi principi e direttive da parte degli scienziati. Avevamo posto i seguenti interrogativi:

«Nel caso palese in cui uno scienziato non applica queste direttive, l'FNS ha previsto per esempio di sospendere o di ridurre il suo aiuto finanziario a questo ricercatore? Se sì, ciò è già successo?»

Gli istituti pubblici (Università, EPF, ecc.) che praticano sperimentazioni animali, hanno l'obbligo di applicare queste direttive? Se sì, i sostegni finanziari ai diversi PRN sono elargiti a patto che gli istituti che ospitano questi poli nazionali osservino dette direttive?

(...) In che modo l'FNS si accerta dell'osservanza delle direttive? Raccoglie informazioni presso le autorità cantonali (veterinari cantonali)? Presso le commissioni di controllo delle sperimentazioni animali istituite dai cantoni se così non è, mediante quali altri mezzi?»

L'FNS ci ha risposto il 16 gennaio 2007 (stralci):

«(...) Apponendo la loro firma su questo questionario, i ricercatori dichiarano di «aver preso visione dei principi e delle direttive etiche per le sperimentazioni sugli animali 2005 dell'ASSM e della SCNAT» e che i loro «esperimenti di ricerca saranno portati avanti conformemente alle istruzioni».»

Registrato in piena discussione con un suo collaboratore che «non capisce perché una delle mutazioni che ha realizzato provoca la morte dei topi», lo scienziato risponde: «Ma non sai a che età crepano»?

Con molta gioialità spiega poi alla giornalista: «La genetica è una cosa molto complicata. Veramente, ci sono cose che si fa fatica a capire, veramente (...). E' questo che rende il lavoro interessante, in fin dei conti. È un puzzle. Si pensa di avere tutti gli elementi, ed invece no: sono topi sui quali sono state operate modificazioni genetiche, ma una quantità fenomenale di modificazioni, in un punto molto preciso dei loro cromosomi e poi ci sono cose che si fanno che hanno effetti drastici, ossia i topi non possono nemmeno nascere. Altre modificazioni non hanno il minimo effetto e non si capisce perché. E lì ci piacerebbe capire come funziona, veramente. Sarebbe una super pubblicazione».

L'FNS esige queste dichiarazioni dai primi anni '90 (...).

I principi e le direttive non hanno alcun carattere vincolante bensì costituiscono raccomandazioni in materia di etica. Pertanto sono principalmente in gioco l'impegno ed il coinvolgimento personali dei ricercatori quanto al rispetto della loro dichiarazione.

(...) Se l'FNS viene a conoscenza di gravi inosservanze degli obblighi da parte dei destinatari dei sussidi, esamina tali casi. Qualora si trattasse di inosservanza dei principi e delle direttive etiche, la tratterà come violazione delle disposizioni, la cui adempienza è un presupposto imprescindibile per il rilascio di un sussidio.

A dipendenza della gravità delle violazioni, l'FNS può ordinare diverse sanzioni quali per esempio il rifiuto di versare un sussidio concesso (...). A tutt'oggi, l'FNS non ha mai dovuto prendere questo tipo di provvedimenti.

(...) Poichè i sussidi dell'FNS sono corrisposti direttamente ai ricercatori e non agli istituti pubblici, l'FNS non li obbliga ad osservare le direttive delle Accademie. Per i Poli di Ricerca Nazionali (PRN), l'FNS delega contrattualmente certe responsabilità e doveri ai direttori ed alle diretrici del PRN nonchè ai responsabili dei sotto progetti.

(...) Il controllo sistematico dell'osservanza dei doveri loro imposti nella prassi quotidiana non rientra nella responsabilità né nella competenza dell'FNS.»

Verbale dell'Assemblea generale 2008 della Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 12 aprile 2008 a Thônex, Ginevra

Apertura della seduta alle ore 14.

Membri del Comitato presenti:

Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vice-presidente), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Presidente), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI, Marina ZUMKELLER (Tesoriera).

Membri del Comitato assenti e scusati:

Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale
2. Rapporto 2007 del Presidente
3. Rapporto 2007 della Tesoriera e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due precedenti rapporti
5. Elezione statutaria del Comitato per il periodo 2008 - 2011
6. Elezione di un revisore dei conti
7. Ammissioni/Dimissioni
8. Varie

Apertura dell'Assemblea generale

Il Presidente apre la seduta e ringrazia i Soci presenti. Annuncia che questa Assemblea è legalmente costituita, conformemente all'articolo 60 del codice civile ed agli statuti della Lega. Non avendo il Comitato ricevuto alcuna proposta scritta, l'Assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale

Poichè i Soci presenti lo hanno letto sul nostro giornale di luglio 2007, esonerano il Presidente dalla lettura e lo approvano.

2. Rapporto 2007 del Presidente

Il Presidente apporta qualche complemento di informazione al rapporto di attività pubblicato sul giornale di marzo 2008 : In primo luogo tiene a ringraziare i soci attivi della Lega per il lavoro svolto durante tutto l'anno. Che sia nel campo dell'amministrazione, che diventa sempre più importante in termini di segreteria e di contabilità, della comunicazione

con la pubblicazione del giornale e gli aggiornamenti del sito internet, o anche dell'informazione con l'allestimento di numerosi stand durante tutto l'arco dell'anno, per strada o nel corso di manifestazioni. Ringrazia anche la società commercialista MEF per l'eccellente lavoro svolto anche quest'anno.

Come nel 2006, diversi legati generosi hanno consentito di chiudere l'anno 2007 in positivo. Tuttavia, la media di età dei soci evolve con la Lega, sicchè il numero di soci andava calando « naturalmente » da qualche anno. Per questo motivo il giornale è stato distribuito sotto forma di mailing in 400'000 copie per informare il pubblico sulle azioni della Lega. Il consueto mailing di cartoline è stato distribuito a 150'000 indirizzi postali. Queste azioni hanno avuto un forte impatto poichè 3000 nuovi soci hanno aderito alla Lega tra giugno e dicembre 2007.

Il rapporto del Presidente è messo ai voti:
SI all'unanimità

3. Rapporto della Tesoriera e dei revisori dei conti, e

4. Discussione e voto sui due precedenti rapporti

Poichè non vi sono domande relativamente a questi due rapporti (cfr Rapporto 2007 della Tesoriera e Rapporto 2007 dei revisori dei conti), il Presidente: **SI all'unanimità**.

5. Elezione statutaria del Comitato per il periodo 2008 - 2011

Il Presidente annuncia che non vi sono state dimissioni durante l'anno trascorso e che tutti i membri del Comitato si ripresentano alla propria successione. Propone un voto per alzata di mano, che è accettata all'unanimità.

Sono eletti all'unanimità, in qualità di Membro del Comitato, con firma in due:

Presidente : Maxime MORET
Vice-presidente : Luc FOURNIER
Tesoriera: Marina ZUMKELLER

Sono eletti all'unanimità, in qualità di Membro del Comitato:

Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOLIN, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Claudine WEHRLI.

Il Presidente ringrazia calorosamente l'Assemblea per la fiducia dimostrata da questo voto all'unanimità. Passa poi al punto successivo dell'ordine del giorno:

6. Elezione di un revisore dei conti

Il Presidente precisa che contrariamente all'ordine del giorno pubblicato sul giornale da cui risultava la necessità di eleggere due revisori dei conti, di fatto c'è un solo posto da attribuire quest'anno sui tre occupati. Fa presente inoltre che spetta all'Assemblea proporre un candidato. Oscar APPIANI propone la propria candidatura: SI all'unanimità.

7. Ammissioni/Dimissioni

Il Presidente indica che Laurianne NICOLIN eletta questo stesso giorno, aveva integrato il Comitato fin dall'inizio del 2007. Come già indicato, non vi è nessuna dimissione.

8. Varie

Il Presidente dà la parola all'assemblea:

- Michèle LOISEL trasmette i ringraziamenti di SOSChatsNoirague per il sostegno portato alla sua petizione contro la pelliccia di gatto. Comunica che sono già state raccolte 130'000 firme, di cui 110'000 sono state depositate in Cancelleria il 6 marzo scorso. Aggiunge che la raccolta di firme prosegue, con la speranza di raccoglierne altre 20'000 e raggiungere dunque le 150'000. Molte firme provengono dall'estero ed alcuni media d'oltre Atlantico hanno riferito su questa azione.

Una Socia chiede per quale motivo la Lega non sollecita maggiormente le emittenti televisive ad informare sulla tematica della sperimentazione animale ?

- Il Presidente risponde che è molto difficile sensibilizzare i media in generale in questo campo. Pochi giornalisti trattano di questa tematica e quando lo fanno, si tratta per lo più di articoli o servizi televisivi che tendono ad imballare la ricerca medica, senza il minimo riferimento né alla sofferenza degli animali né agli insuccessi dovuti alla loro utilizzazione.

- Suzanne WACHTL cita una recente intervista che verteva sul foie gras. La televisione ha trascorso parte del pomeriggio in casa sua a filmare lei e le sue anatre che vivono in libertà. In fin dei conti, hanno trasmesso soltanto una frase, totalmente fuori contesto.

- Oscar APPIANI dice di aver ascoltato

recentemente la trasmissione «*Impatience*» sulla Radio Suisse romande durante la quale la posizione della Lega era stata positivamente presentata.

- Luc FOURNIER precisa che prima dell'intervista, la giornalista aveva apparentemente un'opinione molto favorevole sulla sperimentazione animale, soprattutto sul modo in cui è praticata in Svizzera. Durante la trasmissione però, venendo a conoscenza di fatti ed esempi che contraddicevano le dichiarazioni degli scienziati, era diventata molto più critica sull'argomento. Ciò spiega indubbiamente che alla fine la trasmissione ha presentato il nostro punto di vista in modo positivo.

Luc FOURNIER comunica due notizie importanti:

- La prima è che in data 27 settembre vi sarà una grande manifestazione nelle vicinanze della piazza federale a Berna. In collaborazione con l'AGSTG e l'ATRA, la LSCV organizza una giornata informativa contro la sperimentazione animale. Sarà allestita un tendone, e saranno proposte al pubblico dimostrazioni sui metodi alternativi con esposizione di modelli. Sono inoltre previste proiezioni di filmati e conferenze. Sarà possibile ristorarsi sul posto, e ben inteso con prodotti alimentari vegetariani. È molto incoraggiante che le tre principali associazioni antivivisezioniste svizzere uniscano i loro sforzi per organizzare questo evento allorché generalmente regna un clima di concorrenza tra associazioni di protezione degli animali. L'idea di questa manifestazione comune viene dal nuovo responsabile dell'AGSTG, Andreas Item e si è concretizzata durante un incontro tripartito presso la sede dell'ATRA, nel novembre 2007 a Lugano. I Soci sono

invitati fin d'ora a prendere nota di questa data nella loro agenda.

La seconda notizia è l'entrata in vigore quest'estate 2008 della nuova legge ed ordinanza sulla protezione degli animali. Diverse disposizioni saranno favorevoli agli animali da esperimento, segnatamente in materia di custodia. Precisa inoltre che l'obiettivo della Lega sarà di opporsi sistematicamente all'utilizzazione di animali per la formazione degli studenti.

Un Socio si stupisce che questo non sia possibile attualmente. Gli sembrava che gli esperimenti fossero soggetti ad autorizzazione.

- Luc FOURNIER comunica che a tutt'oggi, l'utilizzazione di animali per la formazione degli studenti, per esempio per le dissezioni, non è soggetta ad autorizzazione se gli animali sono uccisi prima di essere utilizzati. Questo non sarà più possibile con l'entrata in vigore dei nuovi testi di legge, sicchè sarà finalmente possibile opporsi a questi esperimenti. Se malgrado la proposta fatta dalla Lega di metodi alternativi validi, un'autorità cantonale dovesse accettare un esperimento di questo tipo, la Lega prevede un intervento sotto forma di opposizione presso l'Autorità federale ed un'altra sotto forma di ricorso presso il Tribunale amministrativo competente.

Poichè non ci sono più domande di presa di parola e tutti i punti dell'ordine del giorno sono stati trattati, il Presidente toglie la seduta alle ore 15.30. Invita i presenti a condividere un amichevole rinfresco ed a servirsi delle petizioni e degli autoadesivi disposti sui tavoli.

Rapporto 2007 della Tesoriéra

Signore e Signori,

Sull'ultimo numero del nostro giornale, avete potuto prendere visione dei conti della Lega per l'anno 2007. Se ciò non fosse, alcune copie di questo numero 19 di marzo 2008 sono disponibili all'entrata.

Ringraziamo François Cochet e la sua società commercialista MEF per il lavoro svolto, nonché Anne Perzoff e Laurianne Nicoulin che hanno dedicato gratuitamente parte del loro tempo alla verifica di tutte le pezze contabili 2007 della Lega e che hanno approvato i nostri conti in data 1° marzo 2008.

L'anno 2007 è stato notevole su tutti i piani, grazie a doni e legati molto generosi, alle fedeli quote di iscrizione dei nostri Soci nonché all'incremento sensibile e costante delle nuove adesioni. Si conclude dunque con un eccedente di CHF. 387,626.51.

Ma non dobbiamo adagiarcì sugli allori perchè la lotta contro la vivisezione richiede grandi mezzi. Non meno di CHF. 99,244.15 sono stati investiti per azioni specifiche. La lotta contro la pelliccia è stata intensa in tutta la Svizzera, ed in

particolare a Ginevra per un costo complessivo di CHF. 179,622.45. Avete sicuramente visto i nostri poster, la pubblicità nei cinema e sulle riviste di moda. Continuiamo a garantire il nostro sostegno alla sterilizzazione dei gatti randagi e per i Rifugi svizzeri in difficoltà perchè i problemi di abbandono e maltrattamenti persistono dolorosamente. Costo: CHF. 79,211.—comprese certe spese veterinarie.

Una cosa che mi preme dirvi, è che i bollettini di versamento sono sempre più indecifrabili: indirizzi incompleti, importi praticamente cancellati, calligrafie illeggibili! Perdiamo molto tempo e dunque denaro per fare le ricerche necessarie per poter iscrivere i vostri versamenti nella nostra contabilità e sulle vostre tessere di Socio. Vi saremmo molto grati se poteste fare uno sforzo in questo senso.

A nome dei nostri Amici Animali, vi esprimiamo tutta la nostra riconoscenza e vi diciamo un caloroso GRAZIE !

Fatto a Ginevra, il 14 marzo 2008

Marina Zumkeller
Tesoriera

Rapporto dei Revisori dei conti 2007

Signore e Signori,

Nell'ambito dell'incarico affidatoci, abbiamo proceduto alla verifica del BILANCIO e del CONTO PROFITTI E PERDITE al 31 dicembre 2007.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della LEGA SVIZZERA CONTRO LA VIVISEZIONE e per i Diritti dell'animale, 3 Ch. des Arcs-en-Ciel, 1226 THONEX. A tal fine abbiamo controllato un gran numero di pezze giustificative di cui abbiamo constatato la concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati, che per l'esercizio 2007, si chiudono con un eccedente di CHF. 387,626.51.

I revisori dei conti
Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN
Ginevra, 1° marzo 2008

Shop



Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit	Gratis	Gratis
Non à la fourrure	(Loup)	<input type="checkbox"/>
Seuls des Monstres (...)		<input type="checkbox"/>
Vivisection NON		<input type="checkbox"/>
Pelz ist schmerz	(Wolf)	<input type="checkbox"/>
Nur Monster (...)		<input type="checkbox"/>
Tierversuche NEIN		<input type="checkbox"/>
No alla pelliccia	(Lupo)	<input type="checkbox"/>
Solo dei Mostri (...)		<input type="checkbox"/>
Vivisezione NO		<input type="checkbox"/>



Tee shirt 100% coton «Stop vivisection»
Tee shirt 100% Baumwolle «Stop Tierversuche»
Tee shirt 100% cotone

Taille/Grösse/Taglia

M pce/stück/pezzo
 L pce/stück/pezzo

Movies



Sur le site internet : www.tierschutz-schulservice.ch vous pouvez aussi trouver un grand choix de vidéos y compris celles de la Ligue.
Auf der Homepage www.tierschutz-schulservice.ch finden Sie ebenfalls eine grosse Anzahl Videos, darunter auch diejenigen der Liga.
Sul sito Internet : www.tierschutz-schulservice.ch potete trovare una vasta scelta di video, tra cui quelle della Lega.

Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - Chemin des Arcs-en-ciel 3 - Case Postale 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome
Prénom / Vorname / Cognome
Adresse / Indirizzo

Téléphon / Telefon / Telefono
Fax
e-mail

Merci de nous communiquer vos changements d'adresses afin de nous éviter de gros frais. Le coût postal s'élève à CHF.2.-- par courrier mal adressé !

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderungen mit. Sie helfen uns damit, Unkosten zu sparen. Jede falsch adressierte Postsendung kostet CHF.2.-- !

Vogliate per cortesia comunicarci i vostri cambiamenti di indirizzo, per evitare grosse spese. Il costo per una lettera inviata ad un indirizzo sbagliato è di ben CHF.2.-- !